



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 21 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1978

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
227

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

- N. 840. Περί κυρώσεως του έν Σόφια την 3ην Ιουνίου 1977 υπογραφέντος Πρωτοκόλλου εις την από 28ην Φεβρουαρίου 1975 Μακροπρόθεσμον Έμπορικην Συμφωνίαν μεταξύ της Έλληνικής Δημοκρατίας και της Λαϊκής Δημοκρατίας της Βουλγαρίας. 1
- N. 843. Περί κυρώσεως της έν Αθήναις την 8ην Απριλίου 1976 υπογραφείσης, μεταξύ της Κυβερνήσεως της Έλληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Δημοκρατίας της Μάλτας, Μορφωτικής Συμφωνίας. 2
- N. 844. Περί κυρώσεως της έν Λονδίνω την 7ην Ιουνίου 1968 υπογραφείσης Ευρωπαϊκής Συμβάσεως «περί καταργήσεως της επικυρώσεως των έγγραφων συνταχθέντων υπό των διπλωματικών ή Προξενικών Πρακτόρων». 3
- N. 845. Περί κυρώσεως της έν Αθήναις την 20ήν Ιουνίου 1977 υπογραφείσης μεταξύ της Κυβερνήσεως της Έλληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Δημοκρατίας της Φινλανδίας Συμφωνίας διεθνών οδικών μεταφορών. 4
- N. 846. Περί κυρώσεως α) Της έν Βαρσοβία την 30ήν Αυγούστου 1977 υπογραφείσης Συμφωνίας μεταξύ της Κυβερνήσεως της Έλληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Λαϊκής Δημοκρατίας της Πολωνίας

λυνίας αφορώσης εις τας διεθνείς οδικάς μεταφοράς μετά του Πρωτοκόλλου αυτής. β) Του έν Βαρσοβία την 30ήν Αυγούστου 1977 και έν όψει της εκτελέσεως της ως άνω Συμφωνίας υπογραφέντος, μεταξύ της Κυβερνήσεως της Έλληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Λαϊκής Δημοκρατίας της Πολωνίας, Πρωτοκόλλου. 5

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 840

Περί κυρώσεως του έν Σόφια την 3ην Ιουνίου 1977 υπογραφέντος Πρωτοκόλλου εις την από 28ην Φεβρουαρίου 1975 Μακροπρόθεσμον Έμπορικην Συμφωνίαν μεταξύ της Έλληνικής Δημοκρατίας και της Λαϊκής Δημοκρατίας της Βουλγαρίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ήρτισάμενοι όμοφώνως μετά της Βουλής, άπεφασίσαμεν:
"Αρθρον πρώτον.

Κυρούται και έχει ισχύν νόμου τò έν Σόφια την 3ην Ιουνίου 1977 υπογραφέν Πρωτόκολλον εις την από 28ην Φεβρουαρίου 1975 Μακροπρόθεσμον Έμπορικην Συμφωνίαν μεταξύ της Έλληνικής Δημοκρατίας και της Λαϊκής Δημοκρατίας της Βουλγαρίας, του όποιου τò κείμενον εις τò πρωτότυπον εις την Γαλλικήν γλώσσαν και εις μετάφρασιν εις την Έλληνικήν έχει ως ακόλουθως:

PROTOCOLE

à l'Accord Commercial à long terme du 28 Février 1975 entre la République Hellénique et la République Populaire de Bulgarie.

Conformément à l'article 3 de l'Accord Commercial à long terme du 28 février 1975, des négociations commerciales entre les Délégations Gouvernementales de la République Hellénique et de la République Populaire de Bulgarie ont eu lieu à SOFIA du 25 mai au 3 Juin 1977.

Les deux Délégations après avoir examiné en détail le développement des échanges commerciaux pour l'année 1976, ainsi que les perspectives y afférentes, ont noté avec satisfaction le progrès appréciable marqué dans le domaine des échanges commerciaux entre les deux Pays. Elles ont souligné de même leur intention à contribuer au développement plus étendu et plus équilibré des relations commerciales entre les deux Pays.

A cet effet, les deux Délégations ont élaboré les listes de marchandises A/77 et B/77 qui prévoient une augmentation et une diversification considérable en comparaison aux listes de l'année passée, surtout sur les produits, les équipements et les installations industrielles, ainsi que sur les produits agricoles.

Les listes ci-haut mentionnées, qui sont valables du 1er janvier au 31 décembre 1977, font partie intégrante à l'Accord Commercial à long terme du 28 février 1975.

Si la Commission Mixte prévue par l'article 12 de l'Accord Commercial à long terme précité ne se réunit pas pour établir des listes nouvelles, les listes A/77 et B/77 seront automatiquement renouvelées pour une nouvelle période annuelle et ainsi de suite.

Fait à SOFIA, le 31 Juin 1977, en double exemplaire en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Hellénique (Υπογραφή)	Pour le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie (Υπογραφή)
--	---

LISTE A/77

Exportations Bulgares Vers la Grèce pour l'année 1977.

No du Poste	Désignation de la marchandise	Valeur en milliers de US \$
1.	Différentes machines industrielles, de construction, pour usiner les métaux, agricoles et autres	1.500
2.	Chariots électriques, chariots à moteur Diesel, palans électriques et autres engins de transport et de manutention, grues et pièces de rechange	1.500
3.	Camions-poids lourds, moteurs Diesel, motocycles, vélomoteurs, accumulateurs pour motocycles et automobiles et pièces de rechange	1.000 P.A.
4.	Installations industrielles complètes	1.000 P.A.
5.	Machines et installations complètes pour mécanisation de dépôts et transport dans les ateliers des usines	1.000 P.A.
6.	Computers et éléments électroniques	700 P.A.
7.	Calculateurs et machines à écrire	100
8.	Machines pour photo-copie, compteurs électriques, ampèremètres, voltmètres, manomètres, balances, relais, valves, mécanismes électriques et pneumatiques et autres	300

No du Poste	Désignation de la marchandise	Valeur en milliers de US \$
9.	Equipements électro-industriels, appareils à haute et à basse tension, matériel électrique d'installation et d'isolement, appareils médicaux, moteurs électriques au dessus de 501 cv et autres	750
10.	Transformateurs au dessus de 1.600 KVA	2.000
11.	Isolateurs	1.000
12.	Appareils de télécommunications, centrales automatiques, matériaux et autres	500 P.A.
13.	Dispositifs pour chauffage à haute fréquence de plastiques, chauffage d'induction avec ultra son	100
14.	Instruments manuels électriques	100
15.	Appareils électroménagers, corps lumineux industriels et pour le transport et autres	100
16.	Appareils de ciné-projection	30
17.	Wagons	P.M
18.	Produits sidérurgiques, y compris fil machine, cornières en fer, tôles épaisses et coils, tubes avec et sans soudure, tôles en fer pour constructions navales et autres	12.500
19.	Billetes	50.000 tonnes
20.	Ferrailles (déchets en acier)	6.000
21.	Fil de fer	800
22.	Zinc	2.000
23.	Engrais azotés et autres engrais, y compris urée	7.000
24.	Produits chimiques, soude calcinée, ammoniac, colle de carbamide, bisulfure de carbone, soude caustique, bicarbonate de soude, bicarbonate d'ammonium, carbide de calcium, nitrate de soude, zineb, insecticides, couleurs, vernis et autres	5.000 P.A.
25.	Plastiques, articles en plastique, caoutchouc synthétique, pneumatiques pour poids lourds et chariots électriques, «water glass», borax, minium de plomb et autres	600
26.	Différents produits pétrochimiques, y compris asphalte	1.000 P.A.
27.	Produits pétroliers, y compris gaz liquéfié	3.000 P.A.
28.	Huiles pour transformateurs	600
29.	Fibres synthétiques et artificielles	500
30.	Acryl Nitryle	4.000
31.	Produits pharmaceutiques et médicaments, y compris matériel de pansement, produits vétérinaires et d'immunisations biologiques et autres	500
32.	Parfumerie et cosmétique	200
33.	Huiles essentielles et produits aromatiques	50
34.	Matières premières pour détergents	20
35.	Bois de construction et bois pour pâte à papier	9.000 P.A.
36.	Sable de quartz, chamotte et autres	500 P.A.
37.	Tissus de coton	400

No du Poste	Désignation de la marchandise	Valeur en milliers de US \$	No du Poste	Désignation de la marchandise	Valeur en milliers de US \$
38.	Autres textiles	300	17.	Tissus synthétiques, articles en filets de nylon, rideaux, articles en caoutchouc hygiéniques et autres	500
39.	Bourres de lin, articles de lin et chanvre, déchets de textile de coton et de laine	10	18.	Chaussures pour hommes et pour dames	1.000
40.	Articles en verre, y compris bouteilles	300 P.A.	19.	Articles d'habillement, sous-vêtements, tricotage, accessoires de vêtements	300 P.A.
41.	Porcelaine sanitaire, de ménage et autres	200	20.	Articles de sport et jouets	50
42.	Laine de verre	100	21.	Lames à raser	800
43.	Céramique, pyrogravure, objets menus en bois, corps lumineux, bougies décoratives, jouets, jouets pour arbre de Noël et autres	100 P.A.	22.	Appareils électroménagers, cuisinières, radiateurs, cuisinières en butan-gaz, poêles et autres	1.500
44.	Articles de sport, de chasse, de pêche-accessoires, y compris poudre de chasse à l'exception de fusils de chasse	50	23.	Produits sidérurgiques, y compris tôles minces, tôles laminées à froid et autres	4.000 P.A.
45.	Détonateurs, mèches et autres	50	24.	Fer blanc	4.000 P.A.
46.	Articles de bureau, livres, périodiques, cartes postales et autres	10	25.	Récipients lithographiés de fer blanc, boîtes pour fromages, conserves et autres emballages	2.500 P.A.
47.	Disques de phonographe	10	26.	Tubes en acier	500 P.A.
48.	Films	20	27.	Câbles électriques	3.000
49.	Bétail vivant, viande, produits de viande, gibier, volaille congelée et réfrigérée et autres	5.000 P.A.	28.	Cordes en acier	3.000
50.	Oeufs	P.M.	29.	Articles en aluminium, y compris feuilles d'aluminium	3.000 P.A.
51.	Produits laitiers, y compris fromages	P.M.	30.	Minerais et concentrés de minerais	3.000
52.	Conserves de viande, conserves de viande avec légumes, conserves de poissons et autres	2.000 P.A.	31.	Bauxite	1.000
53.	Graines de semence, aliments fourragers complexes et d'oléagineux, houblon, arbres fruitiers, racines de roses et autres	200	32.	Peaux brutes d'agneaux et de chèvres	1.500
54.	Différentes plantes médicinales	50	33.	Coton 8.000 tonnes	100
55.	Alcool	50	34.	Poil de chèvre	P.M.
56.	Spiritueux	50	35.	Déchets de peaux	1.000
57.	Huile de tournesol	P.M.	36.	Colophane	3.000
58.	Pommes de terre	P.M.	37.	Préparations pour la protection des plantes	1.500
59.	Divers	600	38.	Pneus d'automobiles	1.000
			39.	Produits chimiques, y compris sulfate d'ammonium	P.M.
			40.	Engrais superphosphatés	P.M.
			41.	Valonnée et extrait de valonnée	P.M.
			42.	Diverses espèces de papier	P.M.
			43.	Polystyrène, polypropylène et fibres synthétiques	500
			44.	Articles en plastique, y compris tubes flexibles	1.000
			45.	Produits pharmaceutiques, y compris coton hydrofile, bandages et autres	500 P.A.
			46.	Articles en amiante - ciment (tubes, tuyaux, plaques et autres)	3.000 P.A.
			47.	Huiles essentielles	50
			48.	Liquide d'éthyle	300
			49.	Eponges	20
			50.	Pierre à aiguiser, meules au éméri, abrasifs et éméri en poudre	20
			51.	Articles de bureau et publications	200
			52.	Parfumerie, y compris savons de toilette, etc.	300
			53.	Peintures et couleurs, encre d'imprimerie, vernis et autres	1.000
			54.	Articles sanitaires de bain, carreaux de revêtement et autres	1.000 P.A.
			55.	Disques de phonographe	50
			56.	Films	20
			57.	Articles d'artisanat	100
			58.	Tourteaux	P.M.
			59.	Graines de sésame, de tournesol, de coton et autres	P.M.

LISTE B/77.

Exportations Helleniques vers la Bulgarie pour l'année 1977.

No du Poste	Désignation de la marchandise	Valeur en milliers de US \$	No du Poste	Désignation de la marchandise	Valeur en milliers de US \$
1.	Agrumes	4.500	47.	Huiles essentielles	50
2.	Cédrats 10.000 tonnes	100	48.	Liquide d'éthyle	300
2α.	Pêches fraîches 6.000 tonnes		49.	Eponges	20
3.	Olives		50.	Pierre à aiguiser, meules au éméri, abrasifs et éméri en poudre	20
4.	Fruits secs (figues, raisin sec)	1.000	51.	Articles de bureau et publications	200
5.	Huile d'olives	500	52.	Parfumerie, y compris savons de toilette, etc.	300
6.	Jus, sirops et concentrés d'agrumes	1.000	53.	Peintures et couleurs, encre d'imprimerie, vernis et autres	1.000
7.	Vins et spiritueux	2.000	54.	Articles sanitaires de bain, carreaux de revêtement et autres	1.000 P.A.
8.	Feuilles de laurier	P.M.	55.	Disques de phonographe	50
9.	Mastic	60	56.	Films	20
10.	Poissons frais, salés, congelés et en conserves	500 P.A.	57.	Articles d'artisanat	100
11.	Mélasses	P.M.	58.	Tourteaux	P.M.
12.	Riz	P.M.	59.	Graines de sésame, de tournesol, de coton et autres	P.M.
13.	Levure	50			
14.	Boyaux	200			
15.	Tissus de coton	1.000			
16.	Tissus de laine	300			

No du Poste	Désignation de la marchandise	Valeur en milliers de US \$
60. Sel marin		P.M.
61. Placage de noyer		P.M.
62. Tarama		P.M.
63. Ciment		P.M.
64. Machines et équipement pour l'industrie vinicole et oléicole		500
65. Machines et équipement pour la boulangerie et la pâtisserie		500
66. Machines et outils agricoles		500
67. Outillage à main		300
68. Magnésite calcinée		500
69. Briques réfractaires		300
70. Articles de ménage en acier]		400
71. Petits bateaux et canots de sport et de loisirs en plastique		500
72. Moteurs électriques jusqu'à 500 CV		200
73. Moteurs Diesel jusqu'à 500 CV		200
74. Transformateurs jusqu'à 1.600 KWH		200
75. Divers		600

AIDE MEMOIRE

Le Délégation Hellénique, se référant au Protocole annexé à l'Accord Commercial à long terme entre la Grèce et la Bulgarie, signé en date de ce jour, et particulièrement au contingent repris à la Liste A/77 «Bétail vivant, viande, produits de viande, gibier, volaille - congelée et réfrigérée et autres», Dollars USA 5.000.000 P.A. a déclaré que sous les conditions prévalant actuellement dans le marché grec, l'importation du bétail et de la viande est effectuée sur la base des contingents globaux accordés selon la situation du marché local.

Par conséquent, le contingent susmentionné pourrait être exécuté dans le cadre de la procédure précitée.

La Délégation Hellénique a aussi déclaré que les autorités helléniques compétentes ne manqueront pas d'informer les autorités bulgares, en temps utile, sur les contingents ouverts.

La Délégation Bulgare a pris note de la déclaration hellénique citée ci-dessus.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Είς την 'Εμπορικὴν Μακροπρόθεσμον Συμφωνίαν τῆς 28ης Φεβρουαρίου 1975 μεταξύ τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας.

Συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 3 τῆς 'Εμπορικῆς Μακροπρόθεσμου Συμφωνίας τῆς 28ης Φεβρουαρίου 1975, ἐμπορικαὶ διαπραγματεύσεις μεταξύ τῶν Κυβερνητικῶν Ἀντιπροσωπειῶν τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας ἔλαβον χώραν ἀπὸ 15ης Μαΐου ἕως 3 Ἰουνίου 1977 εἰς Σόφειαν.

Αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι ἀφοῦ ἐξήτασαν λεπτομερῶς τὴν ἀνάπτυξιν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν διὰ τὸ ἔτος 1976, ὡς καὶ τὰς σχετικὰς προοπτικὰς, ἀνέφερον μὲ ἱκανοποιήσιν τὴν σημαντικὴν πρόοδον τὴν ἐπιτευχθεῖσαν εἰς τὸν τομέα τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν μεταξύ τῶν δύο Χωρῶν. Ὑπεγράμμισαν ἐπίσης τὴν πρόθεσιν των νὰ συμβάλλουν εἰς τὴν πλέον ἐκτεταμένην καὶ πλέον ἰσορροπημένην ἀνάπτυξιν τῶν ἐμπορικῶν σχέσεων μεταξύ τῶν δύο Χωρῶν.

Πρὸς τοῦτο, αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι συνέταξαν τοὺς πίνακας ἐμπορευμάτων A/77 καὶ B/77 οἱ ὅποιοι προβλεποῦν σημαντικὴν αὐξήσιν καὶ διαφοροποίησιν ἐν συγκρίσει πρὸς τοὺς πίνακας τοῦ παρελθόντος ἔτους, ἰδίως διὰ βιομηχανικὰ προϊόντα, ἐξοπλισμὸν καὶ ἐγκαταστάσεις, ὡς καὶ διὰ τὰ γεωργικὰ προϊόντα.

Οἱ ἀνωτέρω ἀναφερθέντες πίνακες οἱ ὅποιοι ἰσχύουν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου ἕως 31ης Δεκεμβρίου 1977, ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον τμήμα τῆς Μακροπρόθεσμου 'Εμπορικῆς Συμφωνίας τῆς 28ης Φεβρουαρίου 1975.

'Εὰν ἡ Μικτὴ 'Επιτροπὴ, ἡ προβλεπομένη ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 12 τῆς ἀνωτέρω ἀναφερθείσης Μακροπρόθεσμου 'Εμπορικῆς Συμφωνίας δὲν συνέλθῃ διὰ νὰ συντάξῃ νέους πίνακας, οἱ πίνακες A/77 καὶ B/77, ἀνανεοῦνται αὐτομάτως διὰ νέαν χρονικὴν περίοδον ἐνὸς ἔτους καὶ οὕτω καθ' ἐξῆς.

'Εγένετο ἐν ΣΟΦΙΑ, τῇ 3ῃ Ἰουνίου 1977 εἰς δύο ἀντίτυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύον.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἑλλάδος Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας
'Υπογραφή

ΠΙΝΑΞ A/77

Βουλγαρικαὶ Ἐξαγωγαὶ πρὸς τὴν Ἑλλάδα διὰ τὸ ἔτος 1977

A/A	Περιγραφή Ἐμπορεύματος	'Αξία εἰς Χιλ. \$ USA
1.	Διάφορα μηχανήματα βιομηχανικά, κατασκευῆς διὰ τὴν βιομηχανικὴν ἐπεξεργασίαν τῶν μετάλλων, γεωργικὰ καὶ ἄλλα	1.500
2.	'Ηλεκτρικὰ φορτηγὰ ἀμάξια, φορτηγὰ ἀμάξια μετὰ κινητῆρος DIESEL, ἤλεκτρικὰ πολύσπαστα καὶ λοιπὰ μηχανήματα μεταφορᾶς καὶ χειρισμοῦ, γερανοὶ καὶ ἀνταλλακτικὰ	1.500
3.	Βαρέα φορτηγὰ αὐτοκίνητα, κινητῆρες DIESEL, μοτοποδήλατα, αὐτοκίνητα ποδήλατα ἤλεκτρικοὶ συμπυκνωταὶ δι' αὐτοκίνητα, ποδήλατα καὶ αὐτοκίνητα καὶ ἀνταλλακτικὰ	1.000 P.A.
4.	Πλήρεις βιομηχανικαὶ ἐγκαταστάσεις	1.000 P.A.
5.	Μηχαναὶ καὶ ἐγκαταστάσεις πλήρεις διὰ μηχανοποίησιν ἀποθηκῶν καὶ μεταφορᾶν εἰς τὰ ἐργαστήρια τῶν ἐργοστασίων	1.000 P.A.
6.	'Ηλεκτρονικοὶ ὑπολογισταὶ καὶ ἤλεκτρονικὰ στοιχεῖα	700 P.A.
7.	'Υπολογιστικαὶ μηχαναὶ καὶ γραφομηχαναὶ	100
8.	Φωτοαντιγραφικὰ μηχανήματα, ἤλεκτρονικοὶ ὑπολογισταὶ ἀμπερόμετρα, βολτόμετρα, μανόμετρα, ζυγοί, ἤλεκτρονόμοι βαλβίδες, ἤλεκτρονικοὶ μηχανισμοί, ἀεραντλία καὶ ἄλλα	300
9.	'Ηλεκτροβιομηχανικοὶ ἐξοπλισμοί, ὅργανα ὑψηλῆς καὶ χαμηλῆς τάσεως, ἤλεκτρικὸν ὕλικὸν ἐγκαταστάσεως καὶ μονώσεως, ἱατρικὰ ὅργανα, ἤλεκτρικὰ μοτέρ ἄνω τῶν 501 CV καὶ λοιπὰ	750
10.	Μετασχηματισταὶ ἄνω τῶν 1.600 KWA	2.000
11.	Μονωτήρες	1.000
12.	Τηλεπικοινωνιακαὶ συσκευαί, αὐτόματα κέντρα, ὕλικά καὶ ἄλλα	500 P.A.
13.	Ὅργανα διὰ θέρμανσιν ὑψηλῆς συχνότητος πλαστικῶν, θέρμανσις ἐπαγωγῆς μὲ ὑπερήχους	100
14.	Ὅργανα χειροκίνητα ἤλεκτρικὰ	100
15.	'Ηλεκτρικαὶ οἰκιακαὶ συσκευαί, φωτεινὰ βιομηχανικὰ σώματα καὶ διὰ τὴν μεταφορὰν καὶ λοιπὰ	100

A/A	Περιγραφή 'Εμπορεύματος	'Αξία εις Χιλ. \$ USA	α/α	Περιγραφή 'Εμπορεύματος	'Αξία εις χιλ. \$ USA
16.	*Όργανα κινηματογραφικής προβολής	30	49.	Ζώντα ζώα κρέας, προϊόντα κρέατος, κυνήγιον, πουλερικά κατεψυγμένα και υπό ψύξιν κ.κ.	5.000 P.A.
17.	Βαγόνια	P.M.	50.	Λύγα	P.M.
18.	Σιδηρουργικά προϊόντα, συμπεριλαμβανομένων χονδρού σύρματος FILS MACHINE, σιδηρογωνίαι, παχείαι λαμαρίναι (coils) σωλήνες μετά συγκολλήσεως και άνευ συγκολλήσεως έλάσματα σιδήρου διά κατασκευάς πλοίων και λοιπών	12.500	51.	Γαλακτοκομικά προϊόντα, συμπεριλαμβανομένων τών τυριών	P.M.
19.	Μπιγιέτες 50.000 τόν.		52.	Κονσέρβες κρέατος, κονσέρβες ψαριών κ.λ.π.	2.000 P.A.
20.	Παλιοςίδηρα (άπορρίμματα χάλυβος)	6.000	53.	Σπόροι διά σποράν χαρτονομή και έλαιόσπορος λυκίσκος όπωροφόρα δένδρα, ρίζαι τριανταφυλλιών και άλλα	200
21.	Σιδηρούν σύρμα	800	54.	Διάφορα φαρμακευτικά φυτά	50
22.	Ψευδάργυρος	2.000	55.	Οινόπνευμα	50
23.	'Αζωτούχα λιπάσματα και λοιπά λιπάσματα συμπεριλαμβανομένης τής ούρίας	7.000	56.	Οίνοπνευματώδη ποτά	50
24.	Χημικά προϊόντα, πεφρυγμένη σόδα, άμμωνία, κόλλα ούρίας (καρβαμιδίου), διθειούχος άνθραξ, καυστική σόδα, διττανθρακικών νάτριον, διττανθρακικών άμμωνίων, καρβιδιον άσβεστίου, νιτρικών άλλας σόδας, ZINEB, έντομοκτόνα, χρώματα, βερνίκια και λοιπά	5.000 P.A.	57.	*Έλαιον ήλιωσπόρου	P.M.
25.	Πλαστικά, είδη έκ πλαστικών ύλδων, καουτσούκ συνθετικών έλαστικά διά φορτηγά αύτοκίνητα και ήλεκτρικά άμαξιδια «WATER GLASS», βόραξ μίνιον μόλυβδου και λοιπά	600	58.	Γεώμηλα	P.M.
26.	Διάφορα πετροχημικά προϊόντα, συμπεριλαμβανομένης τής άσφάλτου	1.000 P.A.	59.	Διάφορα	600
27.	Προϊόντα πετρελαίου, συμπεριλαμβανομένου τοϋ ύγροποιημένου άερίου	3.000 P.A.	ΚΑΤΑΣΤΑΣΙΣ Β/77		
28.	*Έλαια διά μετασχηματιστάς	600	'Ελληνικά Έξαγωγαι πρδς τήν Βουλγαρίαν διά τδ έτος 1977		
29.	Συνθετικά και Τεχνητά Ίναι	500	1.	Έσπεριδοειδή	4.500
30.	ACRYL NITRYLE	4.000	2.	Κίτρα	100
31.	Φαρμακευτικά προϊόντα και φάρμακα, συμπεριλαμβανομένου τοϋ ύλικου έπιδέσμων, προϊόντα κτηνιατρικά και άνοσοποιητικά, βιολογικά κ.λ.π.	500	2α.	Νωπά ροδάκινα 10.000 τόν.	
32.	'Αρωματοποιία και καλλυντικά	200	3.	*Έλαιαι 6.000 τόν.	
33.	Αιθέρια Έλαια και άρωματικά προϊόντα	50	4.	Ξηροί καρποί (σύκα, σταφίδες)	1.000
34.	Πρώται ύλαι δι' άπορρυπαντικά	20	5.	*Ελαιόλαδον	500
35.	Οικοδομική ξυλεία και ξυλεία διά πολτών χάρτου	9.000 P.A.	6.	Χυμοί, σιρόπια και χυμοί έσπεριδοειδών	1.000
36.	Χαλαζιακή άμμος, CHAMOTTE κλπ.	500 P.A.	7.	Οίνοι και οίνοπνευματώδη ποτά	2.000
37.	Βαμβακερά ύφάσματα	400	8.	Φύλλα δάφνης	P.M.
38.	Λοιπά ύφαντουργικά	300	9.	Μαστίχα	60
39.	Πιλήματα λινού, είδη έκ λινού και έκ καννάβεως, άπορρίμματα ύφαντουργίας έκ βάμβακος και μάλλιου	10	10.	Ίχθύες νωποί, παστά, κατεψυγμένα και εις κονσέρβας	500 P.A.
40.	Είδη έξ' ύάλου, συμπεριλαμβανομένων τών φιαλδών	300 P.A.	11.	Μέλασσα	P.M.
41.	Είδη ύγιεινής έκ πορσελάνης, είδη έκ πορσελάνης οικιακά και λοιπά	200	12.	Ρύζι	P.M.
42.	*Υαλοβάμβαξ	100	13.	Ζύμη	50
43.	Κεραμικά, πυρογραφίαι, μικρά άντικείμενα έκ ξύλου, φωτιστικά σώματα, διακοσμητικά κηρία, παιγνίδια, παιγνίδια διά τδ Δένδρον τών Χριστουγέννων και λοιπά	100 P.A.	14.	Δερμάτινοι σωλήνες άντλίας	200
44.	Είδη άθλητισμού κυνηγίου έξαρτημάτων άλυσίας συμπεριλαμβανομένης πυρίτιδος κυνηγίου έξαιρουμένων τών κυνηγετικών όπλων	50	15.	Βαμβακερά ύφάσματα	1.000
45.	Πυροκροτιται, θρυαλίδες	50	16.	Μάλλινα ύφάσματα	300
46.	Είδη γραφείου, βιβλία, περιοδικά, ταχυδρομικά κάρται και λοιπά	10	17.	Συνθετικά ύφάσματα, είδη εις δίχτυ νάυλον, κουρτίνες, είδη ύγιεινής εις καουτσούκ και άλλα	500
47.	Δίσκοι φωνογράφου	10	18.	*Ανδρικά και γυναικεία υποδήματα	1.000
48.	Κινηματογραφικά ταινία	20	19.	Είδη ένδύσεως, έσώρουχα, πλεκτά, έξαρτήματα ένδυμάτων	300 P.A.
			20.	Είδη σπόρ και παιγνίδια	50
			21.	Ξυριστικά λεπίδια	800
			22.	*Ηλεκτρικά οικιακά συσκευαί, ήλεκτρικά κουζίται, σώματα καλωριφέρ, κουζίτες ύγραερίου, θερμάστραι και άλλα	1.500
			23.	Σιδηρουργικά προϊόντα συμπεριλαμβανομένων τών λεπτών σιδηροφύλλων, σιδηροφύλλων ψυχράς έξελάσεως κ.λ.π.	4.000 P.A.
			24.	Λευκοσιδήρος	4.000 P.A.
			25.	Λιθογραφημένα δοχεϊα έκ λευκοσιδήρου, κυτία διά τυριά, κονσέρβες και λοιπαί συσκευασίαι	2.500 P.A.
			26.	Χαλύβδινοι σωλήνες	500 P.A.
			27.	*Ηλεκτρικά καλώδια	3.000
			28.	Σχοινία έκ χάλυβος	3.000
			29.	Είδη έξέ αλουμινίου, συμπεριλαμβανομένων τών φύλλων αλουμινίου	3.000 P.A.
			30.	Μεταλλεύματα και έμπλουτίσματα μεταλλευμάτων	3.000
			31.	Βωξίτης	1.000
			32.	*Ακατέργαστα δέρματα προβάτων και αιγών	1.500

κ/α	Περιγραφή 'Εμπορεύματος	'Αξία εις χιλ. \$ USA
33.	Βάμβαξ 8.000 τόν.	
34.	Έριον αϊγών	100
35.	Απορρίμματα δερμάτων	P.M.
36.	Κολοφώνιον	1.000
37.	Παρασκευάσματα δια την προστασίαν των φυτών	3.000
38.	Ελαστικά αυτοκινήτων	1.500
39.	Χημικά προϊόντα, συμπεριλαμβανομένου του θειικού άμμωνίου	1.000
40.	Λιπάσματα υπερφωσφορικά	P.M.
41.	Βαλανίδια και έκχυλίσματα βαλανιδίων	P.M.
42.	Διάφορα είδη χάρτου	P.M.
43.	Πολυστυρένιον, πολυπροπυλαίνιον και συνθετικά ίναι	500
44.	Είδη εκ πλαστικού, συμπεριλαμβανομένων των πλαστικών σωλήνων	1.000
45.	Φαρμακευτικά προϊόντα συμπεριλαμβανομένου του ύδροφίλου βάμβακος, των επιδέσμων και άλλων	500 P.A.
46.	Είδη εξ άμιάντου-σιμέντου (σωλήνες, πλάκες και άλλα)	3.000 P.A.
47.	Αιθέρια έλαια	50
48.	Υγρόν αιθυλίου	300
49.	Σπόγγου	20
50.	Λίθοι άκονίσματος, τροχοί δι' άκόνισμα εκ σμυρίδος, σμύρις εις κόνιν	20
51.	Είδη γραφείου και δημοσιεύσεις	200
52.	Είδη άρωματοποιίας συμπεριλαμβανομένων των σαπώνων τουαλέτας κ.λ.π.	300
53.	Βαφαί και χρώματα μελάνη τύπου, βερνίκια και λοιπά	1.000
54.	Είδη ύγιεινής, μπάνιου, πλακίδια επενδύσεως κ.λ.π.	1.000 P.A.
55.	Δίσκοι φωνογράφου	50
56.	Φίλμ	20
57.	Είδη χειροτεχνίας	100
58.	Πλακούντες	P.M.
59.	Σπόροι σιτάμης, ήλιοτροπίου, βάμβακος κ.λ.π.	P.M.
60.	Θαλάσσιον άλας	P.M.
61.	Καπλαμάς καρυδιᾶς	P.M.
62.	Ταραμάς	P.M.
63.	Τσιμέντο	P.M.
64.	Μηχαναί και εξοπλισμός δια την βιομηχανίαν οίνου και ελαίου	500
65.	Μηχαναί και εξοπλισμός δια την άρτοποιίαν και την ζαχαροπλαστικήν	500
66.	Μηχανήματα και εργαλεία γεωργικά	500
67.	Χειρονακτικά εργαλεία	300
68.	Πεφρυγμένη μαγνησία	500
69.	Πυρίμαχοι πλίνθοι	300
70.	Είδη οικιακά εκ χάλυβος	400
71.	Μικρά πλοία και κανώ δια σπόρ και ψυχαγωγία εκ πλαστικού	500
72.	Ηλεκτρικοί κινητήρες έως 300 CV	200
73.	Μοτέρ Ν-τήζελ έως 500 CV	200
74.	Μετασχηματιστάι έως 1600 KWH	200
75.	Διάφορα	600

ΥΠΟΜΝΗΜΑ

Η Έλληνική Αντιπροσωπεία, αναφερομένη εις τὸ Πρωτόκολλον τὸ ἐπισυναπτόμενον εἰς τὴν Μακροπρόθεσμον Ἑμπορικὴν Συμφωνίαν μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Βουλγαρίας, ὑπογράφει σήμερον καὶ ἰδιαιτέρως εἰς τὴν ποσόστωσιν τοῦ πίνακος Α/77 «Ζῶντα ζῶα, κρέας, προϊόντα κρέατος, κνήγινον, κατεψυγμένα πουλερικά καὶ ὑπὸ ψύξιν», Δολ. ΗΠΑ 5.000.000 P.A., ἐδήλωσεν ὅτι συμφώνως πρὸς

τοὺς νῦν ἰσχύοντας ὅρους εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἀγοράν, ἡ εἰσαγωγὴ ζώντων ζῶων καὶ κρέατος, πραγματοποιεῖται βάσει συνολικῶν ποσοστῶσεων χορηγουμένων συμφώνως πρὸς τὴν κατάστασιν τῆς Ἑλληνικῆς ἀγορᾶς.

Ἐπομένως, ἡ ἀνωτέρω ἀναφερομένη ποσόστωσις θὰ πραγματοποιεῖται ἐντὸς τῶν πλαισίων τῆς ἀνωτέρω διαδικασίας.

Ἡ Ἑλληνικὴ Αντιπροσωπεία ἐδήλωσεν ἐπίσης ὅτι αἱ ἀρμόδιαι Ἑλληνικαὶ Ἀρχαὶ δὲν θὰ παραλείψουν νὰ ἐνημερώσουν τὰς Βουλγαρικὰς Ἀρχάς, ἐν εὐθέτῳ χρόνῳ ἐπὶ τῶν χορηγουμένων ποσοστῶσεων.

Ἡ Βουλγαρικὴ Αντιπροσωπεία ἔλαβεν ὑπὸ σημείωσιν τὴν ἀνωτέρω Ἑλληνικὴν δῆλωσιν.

*Ἀρθρον δεῦτερον.

Τὰ εἰς ἐκτέλεσιν τῆς ἐν Σόφια τὴν 28ην Φεβρουαρίου 1975 ὑπογραφείσης Μακροπρόθεσμου Ἑμπορικῆς Συμφωνίας Ἑλλάδος-Βουλγαρίας κυρωθεῖσης διὰ τοῦ Ν. 311/1976 ὑπερὶ κυρώσεως τῶν ἐν Σόφια τὴν 28ην Φεβρουαρίου 1975 ὑπογραφεισῶν μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Βουλγαρίας : 1. Μακροπρόθεσμου Ἑμπορικῆς Συμφωνίας, 2. Συμφωνίας Πληρωμῶν καὶ 3. Πρωτοκόλλου εἰς τὴν ἀπὸ 28.2.1975 Μακροπρόθεσμον Ἑμπορικὴν Συμφωνίαν καταρτιζόμενα ὑπὸ τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ ἀρθρου 12 αὐτῆς Πρωτοκόλλα ἐτησίως ἰσχύος ἐπὶ τῶν ἐκατέρωθεν ἀνταλλακτέων ἐμπορευμάτων, ἐγκρίνονται διὰ κοινῆς πράξεως τῶν ἀρμοδίων Ὑπουργῶν Ἐξωτερικῶν καὶ Ἑμπορίου.

*Ἀρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἀρchetαι ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθῆτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθῆτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθῆναις τῇ 14 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ,

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΕΜΠΟΡΙΟΥ
ΓΕΩΡΓ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΟΠΟΥΛΟΣ

*Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθῆναις τῇ 21 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 843

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθῆναις τὴν 8ην Ἀπριλίου 1976 ὑπογραφείσης, μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Μάλτας, Μορφωτικῆς Συμφωνίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

*Ἀρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν Νόμου ἡ ἐν Ἀθῆναις τὴν 8ην Ἀπριλίου 1976 ὑπογραφείσα μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Μάλτας, Μορφωτικῆς Συμφωνίας τῆς ὁποίας τὸ κείμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Ἀγγλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἑπεται:

CULTURAL AGREEMENT BETWEEN

The Government of the Hellenic Republic
and
The Government of the Republic of Malta

The Government of the Hellenic Republic and the Government of the Republic of Malta.

- considering the close and friendly relations existing between the two countries and the bonds of civilization and culture which associate them in the historical development of the Mediterranean;

- wishing to promote more intense collaboration in the fields of culture, art, science, tourism, mass media and sports in order to strengthen the ties of mutual friendship;

- being conscious of the importance of mutual cultural contributions,

have agreed as follows :

Article 1

Each Contracting Party shall encourage the study of the literature, art, science and civilization of the other Party and facilitate in the widest possible manner the cultural, scientific and technical co-operation between the two countries,

Article 2

Each Contracting Party shall facilitate the admission of the nationals of the other Party to its universities and institutions of higher learning and allow them to follow on its territory, in accordance with the laws and regulations in force, all professional training, studies and research.

Article 3

The Contracting Parties shall endeavour to include in their educational and teaching programmes ideas which will foster a better knowledge of the respective countries.

Article 4

The Contracting Parties have agreed that the equivalence of degrees and diplomas awarded by educational institutions will be examined:

- in the Republic of Malta within the limits laid down by its laws and regulations in force. In the Hellenic Republic by the Institutions of Higher Learning which have the exclusive jurisdiction to formulate, according to each case and speciality, the conditions for the recognition of the diplomas.

Article 5

Each Contracting Party shall, to the extent possible, make available to the other Party scholarships for teaching and further training of nationals in those fields to be determined by common agreement.

Article 6

The Contracting Parties shall facilitate the exchange of students, trainees, teachers, research workers, experts, lecturers and other personnel exercising an activity in the fields referred to in Article 1.

Article 7

In accordance with its laws and regulations, each Contracting Party shall facilitate the access of experts, university students, research workers and teachers of the other Party to its libraries, archives, museums, research laboratories and cultural organisations.

Article 8

The Contracting Parties shall encourage co-operation between their museums, libraries, archives and other cultural institutions, as well as the exchange of cultural and artistic programmes between their respective Radio and Television Organisations.

They shall also facilitate the exchange and the circulation of brochures, periodicals of a literary, artistic, scientific or technical nature, as well as music recordings and films of educational interest concerning their countries.

Article 9

Each of the Contracting Parties shall encourage the organisation on its territory of artistic and scientific exhibitions, concerts, theatrical and folkloristic performances.

The Contracting Parties shall also facilitate close co-operation and exchanges between artistic groups, youth movements and social organisations.

Article 10

The Contracting Parties shall encourage:

1) the participation of their representatives in international sport events, competitions and meetings held by the other Party;

2) the co-operation of sport associations in their respective countries;

3) contacts of their national tourist organisations in order to increase the flow of tourists between the two countries.

Article 11

For the purpose of the application of this Agreement a Joint Greek - Maltese Committee shall be set up which will meet in plenary sessions once every two years, alternatively in Greece and in Malta as to elaborate the details of the programmes of co-operation as well as their financial terms.

The Implementation of the provisions of the programmes elaborated by the Joint Committee shall take place through the diplomatic channels of the two Parties.

All exchanges foreseen in this Agreement and in particular those of artists and artistic groups will be on a reciprocal basis.

Article 12

This Agreement shall enter into force on the thirtieth day counting from the date of the exchange of the instruments of ratification which will take place in Rome.

Article 13

This Agreement is concluded for an indefinite period of time.

It may be denounced by either Party by means of notice of denunciation addressed to the other Party. In such case the Agreement shall cease to be operative six months from the date of the receipt of the notice of its denunciation.

In witness whereof, the authorized Representatives of the two Parties have signed the present Agreement and provided it with appropriate seals.

Done in Athens on the 8th day of April 1976 in two originals in the English language.

On Behalf of the
Government of the
Hellenic Republic

On Behalf of the
Government of the
Republic of Malta

ΜΟΡΦΩΤΙΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Μάλτας.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Δημοκρατίας τῆς Μάλτας.

Λαμβάνουσαι ὑπ' ὄψιν τὰς ὑφισταμένας μεταξύ τῶν δύο χωρῶν στενὰ καὶ φιλικὰ σχέσεις, ὡς καὶ τοὺς πολιτιστικούς καὶ μορφωτικούς δεσμούς οἱ ὅποιοι τὰς συνδέουν εἰς τὴν ἱστορικὴν ἀνάπτυξιν τῆς Μεσογείου.

Ἐπιθυμοῦσαι νὰ προαγάγουν ἐντονωτέραν συνεργασίαν εἰς τοὺς τομεῖς τῆς μορφώσεως, τέχνης, ἐπιστήμης, τουρισμοῦ, μέσων μαζικῆς ἐνημερώσεως καὶ ἀθλητισμοῦ, πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς συσφίξεως τῶν δεσμῶν ἀμοιβαίας φιλίας.

Συναισθανόμεναι τὴν σημασίαν τῶν ἀμοιβαίων μορφωτικῶν συνεισφορῶν, συνεφώνησαν ὡς ἀκολούθως:

"Ἀρθρον 1.

Ἐκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἐνθαρρύνῃ τὴν μελέτην τῆς λογοτεχνίας, τέχνης, ἐπιστήμης καὶ πολιτισμοῦ, τοῦ ἐτέρου Μέρους καὶ θὰ διευκολύνῃ κατὰ τὸν εὐρύτερον δυνατὸν τρόπον τὴν μορφωτικὴν, ἐπιστημονικὴν καὶ τεχνικὴν συνεργασίαν μεταξύ τῶν δύο χωρῶν.

"Ἀρθρον 2.

Ἐκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ διευκολύνῃ τὴν εἰσαγωγὴν τῶν ὑπῆκόων τοῦ ἐτέρου Μέρους εἰς τὰ πανεπιστήμιά του καὶ τὰ ἱδρύματα ἀνωτέρας ἐκπαιδεύσεως καὶ θὰ τοὺς ἐπιτρέπῃ νὰ παρακολουθοῦν εἰς τὴν ἐπικράτειάν του, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν ἰσχύϊ νόμους καὶ διατάξεις, ὅλους τοὺς τομεῖς ἐπαγγελματικῆς ἐκπαιδεύσεως, σπουδῶν καὶ ἐρεῦνης.

"Ἀρθρον 3.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐπιδιώξουν νὰ συμπεριλάβουν εἰς τὰ ἐκπαιδευτικὰ καὶ διδακτικὰ προγράμματά των, ἰδέας αἱ ὅποια θὰ βοηθήσουν εἰς τὴν καλλιτέραν γνῶσιν τῆς ἐτέρας χώρας.

"Ἀρθρον 4.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συνεφώνησαν ὅτι ἡ ἰσοτιμία τῶν πτυχίων καὶ διπλωμάτων τῶν ἀπονεμομένων ὑπὸ τῶν ἐκπαιδευτικῶν ἱδρυμάτων θὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον ἐξετάσεως:

Εἰς τὴν Δημοκρατίαν τῆς Μάλτας ἐντὸς τῶν καθοριζομένων ὑπὸ τῶν ἐν ἰσχύϊ Νόμων καὶ διατάξεων ὁρίων. Εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Δημοκρατίαν ὑπὸ τῶν Ἱδρυμάτων Ἀνωτέρας Ἐκπαιδεύσεως εἰς τὰ ὅποια ἀνήκει ἡ ἀποκλειστικὴ δικαιοδοσία διαιτυπώσεως, ἀναλόγως ἐκάστης περιπτώσεως καὶ εἰδικότητος, τῶν ὄρων ἀναγνωρίσεως τῶν διπλωμάτων.

"Ἀρθρον 5.

Ἐκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ χορηγῇ, κατὰ τὸ δυνατόν, πρὸς τὸ ἕτερον Μέρος ὑποτροφίας διὰ τὴν διδασκαλίαν καὶ περαιτέρω ἐκπαίδευσιν τῶν ὑπῆκόων του εἰς τοὺς καθορισθησμένους δι' ἀμοιβαίας συμφωνίας τομεῖς.

"Ἀρθρον 6.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ διευκολύνουν τὴν ἀνταλλαγὴν σπουδαστῶν, ἐκπαιδευομένων, διδασκάλων, ἐρευνητῶν, εἰδικῶν, ὡφρηγῶν καὶ ἄλλου προσωπικοῦ ἀσκούντος δραστηριότητα εἰς τοὺς ἀναφερομένους ἐν ἄρθρῳ 1 τομεῖς.

"Ἀρθρον 7.

Συμφώνως πρὸς τοὺς Νόμους καὶ διατάξεις του, ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ διευκολύνῃ τὴν εἴσοδον εἰδικῶν, φοιτητῶν πανεπιστημίων, ἐρευνητῶν καὶ διδασκάλων τοῦ ἐτέρου Μέρους, εἰς τὰς βιβλιοθήκας, ἀρχεῖα, μουσεῖα, ἐργαστήρια ἐρεῦνης καὶ μορφωτικὰς του ὁργανώσεως.

"Ἀρθρον 8.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐνθαρρύνουν τὴν συνεργασίαν μεταξύ τῶν μουσείων, βιβλιοθηκῶν, ἀρχείων καὶ ἄλλων

μορφωτικῶν ἱδρυμάτων, ὡς ἐπίσης τὴν ἀνταλλαγὴν μορφωτικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν προγραμμάτων μεταξύ τῶν ὁργανισμῶν ραδιοφωνίας καὶ τηλεοράσεως. Θὰ διευκολύνουν ἐπίσης τὴν ἀνταλλαγὴν καὶ κυκλοφορίαν φυλλαδίων, περιοδικῶν φιλολογικοῦ, καλλιτεχνικοῦ, ἐπιστημονικοῦ ἢ τεχνικοῦ περιεχομένου, ὡς ἐπίσης μουσικὰς ἐγγραφὰς καὶ ταινίας ἐκπαιδευτικοῦ ἐνδιαφέροντος αἱ ὁποῖαι ἀναφέρονται εἰς τὰς χώρας των.

"Ἀρθρον 9.

Ἐκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἐνθαρρύνῃ τὴν ὁργάνωσιν εἰς τὴν ἐπικράτειάν του, καλλιτεχνικῶν καὶ ἐπιστημονικῶν ἐκθέσεων, συναυλιῶν, θεατρικῶν καὶ φολκλορικῶν παραστάσεων.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ διευκολύνουν ὡσαύτως τὴν στενὴν συνεργασίαν καὶ ἀνταλλαγὰς μεταξύ καλλιτεχνικῶν συγκροτημάτων, κινήσεων νεολαίας καὶ κοινωνικῶν ὁργανώσεων.

"Ἀρθρον 10.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐνθαρρύνουν:

1. Τὴν Συμμετοχὴν τῶν ἐκπροσώπων των εἰς διεθνεῖς ἀθλητικὰς ἐκδηλώσεις, ἀγωνίσματα καὶ συναντήσεις τὰς ὁποίας θὰ ὁργανώσῃ τὸ ἕτερον Μέρος.
2. Τὴν συνεργασίαν τῶν ἀθλητικῶν συλλόγων τῶν χωρῶν των.
3. Ἐπαφὰς τῶν ἐθνικῶν τουριστικῶν ὁργανισμῶν των πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς αὐξήσεως τοῦ τουριστικοῦ ρεύματος μεταξύ τῶν δύο χωρῶν.

"Ἀρθρον 11.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας θέλει συσταθῇ μία Μικτὴ Ἑλληνο - Μαλτέζικη Ἐπιτροπὴ, ἡ ὁποία θὰ συνέρχεται ἐν ὁλομελείᾳ, ἀνὰ διετίαν, ἐναλλακτικῶς ἐν Ἑλλάδι καὶ Μάλτα, πρὸς ἐπεξεργασίαν τῶν λεπτομερειῶν τῶν προγραμμάτων συνεργασίας καὶ τῶν οἰκονομικῶν των ὄρων.

Ἡ ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τῶν προγραμμάτων ἅτινα θὰ ἐπεξεργάζεται ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ λαμβάνῃ χώραν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ τῶν δύο Μερῶν.

Ἀπασαί αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὴν παρούσαν Συμφωνίαν ἀνταλλαγὰς καὶ ἰδίᾳ αἱ ἀναφερόμεναι εἰς τοὺς καλλιτέχνους καὶ τὰ καλλιτεχνικὰ συγκροτήματα θὰ γίνωνται ἐπὶ βάσεως ἀμοιβαιότητος.

"Ἀρθρον 12.

Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν τριακοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὁργάνων ἐπικυρώσεως ἡ ὁποία θὰ λάβῃ χώραν ἐν Ρώμῃ.

"Ἀρθρον 13.

Ἡ παρούσα Συμφωνία συνάπτεται δι' ἀπεριόριστον χρονικὴν περίοδον. Αὕτη δύναται νὰ καταγγελθῇ ὑπὸ ἀμφοτέρων τῶν Μερῶν διὰ γνωστοποιήσεως τῆς καταγγελίας πρὸς τὸ ἕτερον Μέρος.

Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει ἡ Συμφωνία θὰ παύσῃ νὰ ἰσχύῃ ἐξ ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς λήψεως τοῦ ἐγγράφου γνωστοποιήσεως τῆς καταγγελίας τῆς.

Εἰς πίστῳσιν, οἱ ἐξουσιοδοτημένοι Ἀντιπρόσωποι τῶν δύο Μερῶν ὑπέγραψαν τὴν παρούσαν Συμφωνίαν καὶ ἔθεσαν ἐπ' αὐτῆς τὰς σφραγίδας των.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις, τὴν 8ην Ἀπριλίου 1976 εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν ἀγγλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας
(Ὑπογραφή)

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Δημοκρατίας τῆς Μάλτας
(Ὑπογραφή)

"Αρθρον δεύτερον.

Τὰ εἰς ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ ὑπὸ τῆς ὑπὸ τοῦ ἀρθρου 11 αὐτῆς προβλεπομένης Μικτῆς Ἐπιτροπῆς καταρτιζόμενα Πρωτόκολλα - Πρακτικά, ἐγκρίνονται διὰ κοινῆς Πράξεως τῶν ἀρμοδίων Ὑπουργῶν.

"Αρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἀρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιεύηται διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΕΣΤΕΡΙΚΩΝ

ΚΩΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ

ΙΩΑΝ. ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ

ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΝΙΑΝΙΑΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(3)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 844

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Λονδίῳ τὴν 7ην Ἰουνίου 1968 ὑπογραφείσης Εὐρωπαϊκῆς Συμβάσεως «περὶ καταργήσεως τῆς ἐπικυρώσεως τῶν ἐγγράφων συνταχθέντων ὑπὸ τῶν διπλωματικῶν ἢ Προξενικῶν Πρακτόρων».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπαρτίσαμεν:

"Αρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν Νόμος ἡ ἐν Λονδίῳ τὴν 7ην Ἰουνίου 1968 ὑπογραφείσα Εὐρωπαϊκὴ Σύμβασις «περὶ καταργήσεως τῆς ἐπικυρώσεως τῶν ἐγγράφων συνταχθέντων ὑπὸ τῶν διπλωματικῶν ἢ Προξενικῶν Πρακτόρων», τῆς ὁποίας τὸ κείμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσᾳ καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἑπεται:

Convention Européenne Relative a la Suppression de la Légalisation des Actes Etablis par les Agents Diplomatiques ou Consulaires.

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres ;

Considérant que les relations entre les Etats membres, ainsi qu'entre leurs agents diplomatiques ou consulaires, sont de plus en plus fondées sur une confiance réciproque ;

Considérant que la suppression de la légalisation rend à renforcer les liens entre les Etats membres en permettant l'utilisation de documents étrangers au même titre que ceux qui émanent des autorités nationales ;

Convaincus de la nécessité de supprimer l'exigence de la légalisation des actes établis par leurs agents diplomatiques ou consulaires,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

La légalisation, au sens de la présente Convention, ne recouvre que la formalité destinée à attester la véracité de la signature apposée sur un acte, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu.

Article 2

1. La présente Convention s'applique aux actes établis en leur qualité officielle par les agents diplomatiques ou consulaires d'une Partie Contractante exerçant leurs fonctions sur le territoire de tout Etat et qui doivent être produits :

a) sur le territoire d'une autre Partie Contractante, ou

b) devant des agents diplomatiques ou consulaires d'une autre Partie Contractante, exerçant leurs fonctions sur le territoire d'un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention.

2. Elle s'applique également aux déclarations officielles, telles que mentions d'enregistrement, visas pour date certaine et certifications de signature, apposés par les agents diplomatiques ou consulaires sur des actes autres que ceux visés au paragraphe précédent.

Article 3

Chacune des Parties Contractantes dispense de légalisation les actes auxquels s'applique la présente Convention.

Article 4

1. Chacune des Parties Contractantes prendra les mesures nécessaires pour éviter que ses autorités ne procèdent à la légalisation dans les cas où la présente Convention en prescrit la suppression.

2. Elle assurera la vérification, en cas de nécessité, de l'origine des actes auxquels s'applique la présente Convention. Cette vérification ne donnera lieu au paiement d'aucune taxe ou frais quelconque et devra être opérée le plus rapidement possible.

Article 5

La présente Convention prévaudra, dans les relations entre les Parties Contractantes, sur les dispositions des traités, conventions ou accords qui soumettent ou soumettront à la légalisation la véracité de la signature des agents diplomatiques ou consulaires, la qualité en laquelle le signataire d'un acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou du timbre dont cet acte est revêtu.

Article 6

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification ou d'acceptation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera ou l'acceptera ultérieurement, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

Article 7

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 8

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Toute Partie Contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont Elle assure les relations internationales ou pour lequel Elle est habilitée à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 9 de la présente Convention.

Article 9

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 10

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

- a) toute signature ;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion ;
- c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention ;
- d) toute déclaration reçue en application des dispositions de l'article 8 ;
- e) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 9 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisé à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Londres, le 7 juin 1968, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Ευρωπαϊκή Σύμβασις «περί καταργήσεως της επικυρώσεως των εγγράφων συνταχθέντων υπό των διπλωματικών ή προξενικών πρακτόρων».

Τὰ Κράτη μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης τὰ ὑπογράφαντα τὴν παρούσαν Σύμβασιν.

Ἐχοντα ὑπ' ὄψει ὅτι σκοπὸς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι ἡ πραγματοποίησις στενωτέρας ἐνότητος μεταξύ τῶν μελῶν του·

Ἐχοντα ὑπ' ὄψει ὅτι αἱ σχέσεις μεταξύ τῶν Κρατῶν μελῶν ὡς καὶ μεταξύ τῶν διπλωματῶν ἢ προξενικῶν πρακτόρων των στηρίζονται ἐπὶ μᾶλλον καὶ μᾶλλον ἐπὶ τῆς ἀμοιβαίας ἐμπιστοσύνης·

Ἐχοντα ὑπ' ὄψει ὅτι ἡ κατάργησις τῆς επικυρώσεως τείνει εἰς τὴν ἐνίσχυσιν τῶν δεσμῶν μεταξύ τῶν Κρατῶν μελῶν διὰ τῆς παροχῆς τῆς δυνατότητος χρησιμοποίησεως τῶν ξένων εγγράφων κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον ὡς τὰ ἑγγραφα τὰ προερχόμενα ἐκ τῶν ἐθνικῶν ἀρχῶν.

Πεποιθότα περὶ τῆς ἀνάγκης καταργήσεως τῆς ἀπαιτήσεως τῆς επικυρώσεως τῶν εγγράφων τῶν συντασσόμενων ὑπὸ τῶν διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν πρακτόρων των.

Συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολουθῶν :

Ἀρθρον 1.

Ἡ επικύρωσις, κατὰ τὴν ἐννοίαν τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν καλύπτει εἰ μὴ τὴν διατύπωσιν, δι' ἧς βεβαιούται τὸ γνήσιον τῆς ἐπὶ εγγράφου τινὸς τιθεμένης ὑπογραφῆς, τὴν ιδιότητά ὑφ' ἣν ὁ ὑπογράφων τὸ ἑγγραphon ἐνήργησε καί, συντρεχούσης περιπτώσεως, τὴν ἀναγνώρισιν τῆς σφραγίδος ἢ τοῦ χαρτοσήμου, ἅτινα φέρει τοιοῦτον ἑγγραphon.

Ἀρθρον 2.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις ἐφαρμόζεται εἰς τὰ ἑγγραφα τὰ συνταχθέντα ὑπὸ τῶν διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν πρακτόρων ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους, ὑπὸ τὴν ἐπίσημον ιδιότητά των καὶ ἐκτελούντων τὰ καθήκοντά των ἐπὶ τοῦ ἐδάφους παντὸς Κράτους καὶ ἅτινα δέον νὰ προσαχθοῦν.

α) Εἰς τὸ ἔδαφος ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἢ

β) ἐνὸπιον τῶν διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν πρακτόρων ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ἀσχοῦντων τὰ καθήκοντά των ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἐτέρου Κράτους, ὅπερ δὲν εἶναι μέρος εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν.

2. Ἡ παρούσα Σύμβασις ἐφαρμόζεται ἐπίσης εἰς τὰς ἐπίσημους βεβαιώσεις, εἰς τὰς ἀναφερομένας εἰς τὰς καταχωρίσεις εγγράφων, τὰς θεωρήσεις διὰ βεβαίωσιν χρονολογίας, τῆς πιστοποιήσεως ὑπογραφῆς τεθημένων ὑπὸ τῶν διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν πρακτόρων καὶ ἐπὶ ἐτέρων εγγράφων πλὴν τῶν προβλεπομένων εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον.

Ἀρθρον 3.

Ἐκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀπαλλάσσει τῆς επικυρώσεως τὰ ἑγγραφα εἰς ἃ ἐφαρμόζεται ἡ παρούσα Σύμβασις.

Ἀρθρον 4.

1. Ἐκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ἀποφυγὴν ὑπὸ τῶν ἀρχῶν του τῆς επικυρώσεως εἰς τὰς περιπτώσεις δι' ἃς ἡ παρούσα Σύμβασις προβλέπει τὴν κατάργησιν ταύτης.

2. Ἐκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἐξασφαλίσῃ ὅσας ἐκεῖνο εἶναι ἀναγκαῖον, τὴν βεβαίωσιν περὶ τῆς προελύσεως τῶν εγγράφων εἰς ἃ ἐφαρμόζεται ἡ παρούσα Σύμβασις. Ἡ βεβαίωσις αὕτη δὲν θὰ συνεπάγεται τὴν πληρωμὴν οἰουδήποτε τέλους ἢ ἐξόδων καὶ δέον νὰ ἐνεργῇται τὸ ταχύτερον δυνατόν.

Ἀρθρον 5.

Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ ὑπερισχύῃ, εἰς τὰς σχέσεις μεταξύ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, τῶν διατάξεων τῶν συμβάσεων ἢ συμφωνιῶν, αἵτινες ὑποβάλλουν ἢ θὰ ὑποβάλλουν εἰς επικύρωσιν τὸ γνήσιον τῆς ὑπογραφῆς τῶν διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν πρακτόρων, τὴν ιδιότητά ὑφ' ἣν ὁ ὑπογράφων τὸ ἑγγραphon ἐνήργησε καί, συντρεχούσης περιπτώσεως, τὴν ἀναγνώρισιν τῆς σφραγίδος ἢ τοῦ χαρτοσήμου ἅτινα φέρει τοιοῦτον ἑγγραphon.

Ἀρθρον 6.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφήν ὑπὸ τῶν Κρατῶν μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, θέλει επικυρωθῇ ἢ γίνῃ ἀποδεκτὴ. Τὰ ὄργανα επικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς θέλωσι κατατεθῇ παρὰ τῇ Γενικῇ Γραμματεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. Ἡ Σύμβασις θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ τρίτου ὀργάνου επικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς.

3. Ἡ Σύμβασις θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ὡς πρὸς πᾶν ὑπογράφον Κράτος ὅπερ θὰ ἀκυρώσῃ ἢ ἀποδεχθῇ ταύτην μεταγενεστέρως, τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς.

Ἄρθρον 7.

1. Μετὰ τὴν θέσιν ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης δύναται νὰ καλέσῃ πᾶν Κράτος μὴ μέλος τοῦ Συμβουλίου ὅπως προσχωρήσῃ εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

2. Ἡ προσχώρησις θὰ πραγματοποιηθῇ διὰ τῆς καταθέσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης τοῦ ὁργάνου προσχωρήσεως, ὅπερ θέλει ἰσχύσει τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεώς του.

Ἄρθρον 8.

1. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, κατὰ τὴν ὑπογραφήν ἢ κατὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὁργάνου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως νὰ προσδιορίσῃ τὸ ἔδαφος ἢ τὰ ἔδάφη ἐφ' ὧν θὰ ἐφαρμόζεται ἡ παρούσα Σύμβασις.

2. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, κατὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὁργάνου ἐπικυρώσεως ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως ἢ ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν μεταγενεστέρως, νὰ ἐπεκτείνῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, διὰ δηλώσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, εἰς πᾶν ἕτερον ἔδαφος προσδιοριζόμενον ἐν τῇ δηλώσει καὶ οὗ ἐξασφαλίζει τὰς ἐξωτερικὰς σχέσεις ἢ δι' ὅ εἶναι ἐξουσιοδοτημένον νὰ συμβάλλεται.

3. Πᾶσα δήλωσις γενομένη, δυνάμει τῆς προηγουμένης παραγράφου δύναται νὰ ἀποσυρθῇ ὡς πρὸς πᾶν ἔδαφος προσδιοριζόμενον ἐν τῇ δηλώσει συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 9.

Ἄρθρον 9.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ ἄνευ περιορισμοῦ ὡς πρὸς τὴν διάρκειαν.

2. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, ὡς πρὸς αὐτό, νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν διὰ γνωστοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

3. Ἡ καταγγελία θέλει ἰσχύσει ἕξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς λήψεως τῆς γνωστοποιήσεως ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ἄρθρον 10.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ γνωστοποιῇ εἰς τὰ Κράτη Μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης καὶ εἰς πᾶν Κράτος προσχωρήσαν εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

α) Πᾶσαν ὑπογραφήν.

β) Τὴν κατάθεσιν παντὸς ὁργάνου ἐπικυρώσεως ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως.

γ) Πᾶσαν ἡμερομηνίαν θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

δ) Πᾶσαν δήλωσιν ληφθεῖσαν κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 8.

ε) Πᾶσαν γνωστοποίησιν ληφθεῖσαν κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 9 καὶ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν θέλει ἰσχύσει ἡ καταγγελία.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω, οἱ ὑπογεγραμμένοι δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Λονδίνῳ τὴν 7 Ἰουνίου 1968, εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ τὴν ἀγγλικὴν, ἀμοτέρων τῶν κειμένων ὄντων ἕξ ἴσου αὐθεντικῶν εἰς ἓν καὶ μόνον ἀντίτυπον, ὅπερ θέλει κατατεθῇ εἰς τὰ ἀρχεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θέλει διαβιβάσει κεκυρωμένα ἀντίγραφα εἰς πάντας τοὺς ὑπογράφοντας καὶ προσχωροῦντας.

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΑΘΑΝΑΣΙΟΣ ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθελωρήθῃ καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(64)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 845

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις τὴν 20ὴν Ἰουνίου 1977 υπογραφείσης μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Φινλανδίας Συμφωνίας διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχύϊ Νόμος ἡ ἐν Ἀθήναις τὴν 20ὴν Ἰουνίου 1977 υπογραφείσα, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Δημοκρατίας τῆς Φινλανδίας, Συμφωνία διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν, τῆς ὁποίας τὸ καίμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Ἀγγλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἔπεται:

AGREEMENT

between the Government of the Hellenic Republic and the Government of the Republic of Finland on the International Road Transport.

The Government of the Hellenic Republic and the Government of the Republic of Finland.

Desiring to facilitate international road transport between their two States and in transit through their territories.

HAVE AGREED as follows:

I. PASSENGER TRANSPORT

Article 1

Regular passenger bus services between the two countries need authorization from the competent authorities of both Contracting Parties. Applications for such authorizations shall be submitted and dealt with in accordance with a procedure to be established jointly by these authorities.

Article 2

Passenger transports other than regular services, which are to be performed by carriers of one Contracting Party with a bus registered in the territory of that Contracting Party to or from the territory of the other Contracting Party, require previous authorization from the competent authority of the latter Contracting Party except if the passengers are being carried.

a) on a round trip beginning and ending in the territory of the Contracting Party where the vehicle is registered, or

b) on a journey starting in the country where the vehicle is registered and ending in the territory of the other Contracting Party, provided that the vehicle returns empty to the country where it is registered, or

c) on a transit service of occasional character.

II. GOODS TRANSPORT

Article 3

A carrier authorised in the territory of one Contracting Party shall be permitted, without being required to obtain an operator's (transport) licence for that purpose in accordance with the laws and regulations of the other Contracting Party, to import either an empty or laden goods vehicle temporarily into the territory of that other Contracting Party for the purpose of the carriage of goods, including return loads:

a) between any point in the territory of one Contracting Party and any point in the territory of the other Contracting Party; and

b) in transit through the territory of that other Contracting Party.

Article 4

1. Except as provided in Article 5 of this Agreement a carrier authorised in the territory of one Contracting Party, including a carrier on own account, shall require a permit in order to engage in the transport operations referred to in Article 3. Such permits shall be issued by the competent authority of the Contracting Party by which the carrier is authorised within the limits of annual quotas fixed jointly by the competent authorities.

2. A permit shall not be transferable.

3. A permit shall be valid for use of one motor vehicle or one combination of vehicles (articulated vehicle or road train).

4. Permits may be of two types:

a) journey permits valid for one journey (outward and return) with a maximum period of validity not exceeding six months;

b) period permits valid for any number of journeys within a period of one calendar year.

5. Each competent authority shall send to the other on request an adequate supply of blank permits.

Article 5

The permits referred to in Article 4 of this Agreement shall not be required for:

a) carriage of damaged vehicles or movement of unladen breakdown vehicles for the purpose of such carriage or operation of a vehicle in substitution for a damaged vehicle;

b) carriage of works of art and antiques;

c) carriage of articles and equipment exclusively for publicity or educational purposes;

d) carriage of properties, equipment or animals to or from theatrical, musical, cinematographic or circus performances or sporting events, exhibitions or fairs, or to or from the making of radio or television broadcasts or films;

- e) carriage of goods for fairs or exhibitions;
- f) funeral transport;
- g) carriage of household effects;
- h) carriage of perishable goods in refrigerated vehicles;
- i) carriage of medical equipment and stores in cases of emergency.

III. OTHER PROVISIONS

Article 6

If the weights and dimensions of a vehicle or combination of vehicles, whether laden or unladen, registered in the territory of one Contracting Party exceed the maximum weights and dimensions laid down under the laws or regulations of the other Contracting Party special permission in writing, in addition to any permit required under Article 4, shall be obtained from the competent authority of that other Contracting Party to operate the vehicle or combination of vehicles in its territory.

Article 7

1. Nothing in this Agreement shall be held to permit a carrier authorised in the territory of one Contracting Party to pick up passengers or goods at a point in the territory of the other Contracting Party for setting down or delivery at any other point in that territory.

2. A carrier of one Contracting Party may not pick up passengers or goods in the territory of:

a) a third country for setting down or delivery in the territory of the other Contracting Party; or

b) the other Contracting Party for setting down or delivery in a third country, unless special permission in writing to carry out such an operation has been obtained from the competent authority of that other Contracting Party.

Article 8

Permits issued in accordance with the provisions of this Agreement must be carried on the vehicle and produced on demand to any person who is duly authorised in the territory of either Contracting Party to demand them.

Article 9

Vehicles which are registered in the territory of one of the Contracting Parties and temporarily imported into the territory of the other Contracting Party shall be exempted from all taxes and charges levied on the circulation or the possession of vehicles in that territory. This exemption shall not apply to tolls, taxes or charges on consumption, including fuel consumption, or taxes or charges on transport.

Article 10

1. No import of fuel shall be permitted into the territory of one Contracting Party by vehicle registered in the territory of the other Contracting Party except for the quantity contained in the standard supply tank(s) of the vehicle, as has (have) originally been mounted to the vehicle by its manufacturer.

2. Spare parts, temporarily imported into the territory of the other Contracting Party for the repair of vehicles performing transport operations within the scope of this Agreement, are exempt from customs duties and all other taxes and charges on import on the basis of issuing a document of temporary importation by entry customs authorities.

3. Unused spare parts shall be re-exported.

4. The replaced parts shall be transported back to the country of registration of the vehicle or shall be destroyed under the control of the competent customs officials of the other Contracting Party.

Article 11

1. Subject to the provisions of this Agreement a carrier authorised in the territory of one Contracting Party shall, when in the territory of the other Contracting Party, comply with the laws and regulations in force in that territory concerning road transport and road traffic.

2. In the event of a carrier of one Contracting Party failing to comply with the provisions of the preceding paragraph, the competent authority of the other Contracting Party may notify the competent authority of the Contracting Party in which the carrier is authorised and may request that authority either

- a) to issue a warning to that carrier;
- b) to issue such a warning together with a notification that any subsequent infringement will lead to the temporary or permanent exclusion of vehicles owned or operated by that person from the territory of the Contracting Party in which the infringement occurred; or
- c) to issue a notification of such exclusion.

3. The competent authority receiving any such request shall comply therewith and shall as soon as possible inform the competent authority of the other Contracting Party of the action taken.

4. The provisions of this Article shall be without prejudice to any lawful sanctions which may be applied by the courts or enforcement authorities of the Contracting Party whose laws or regulations have not been complied with.

Article 12

The questions, which are not envisaged by the provisions of this Agreement or those of international conventions to which the two countries are parties, will be subject to the national legislation of each of the Contracting Parties.

Article 13

1. The competent authorities of the Contracting Parties shall keep in contact with each other regarding any questions arising out of the application of this Agreement.

2. For the purposes of the preceding paragraph the Contracting Parties may establish a Joint Committee.

3. The Joint Committee shall meet at the request of the competent authority of either Contracting Party.

Article 14

1. This Agreement shall enter into force thirty days after the Contracting Parties have informed each other in writing that the measures necessary to give effect to the Agreement in their respective territories have been taken.

2. The Agreement shall remain in force for a period of one year after its entry into force. Thereafter it shall continue in force unless it is terminated by one Contracting Party giving six months' notice thereof in writing to the other Contracting Party.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done at Athens this 20th day of June 1977 in two copies in the English language, both being equally authoritative.

For the Government of the Hellenic Republic
(Υπογραφή) Α. Παπαδόγγονας

For the Government of the Republic of Finland
(Υπογραφή) Heikki Kallio

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Διεθνούς 'Οδικής Μεταφορᾶς μεταξύ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Φινλανδίας.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Δημοκρατίας τῆς Φινλανδίας,

Ἐπιθυμοῦσαι νὰ διευκολύνουν τὴν διεθνῇ ὁδικὴν μεταφορὰν μεταξύ τῶν δύο Κρατῶν αὐτῶν καὶ ὑπὸ διαμετακόμισιν διὰ τῶν ἐδαφικῶν τῶν περιοχῶν,

Συνεφώνησαν τὰ κάτωθι:

I. ΜΕΤΑΦΟΡΑ ΕΠΙΒΑΤΩΝ

Ἄρθρον 1.

Τακτικαὶ δι' ἐπιβάτας λεωφορείων ὑπηρεσίαι μεταξύ τῶν δύο χωρῶν χρήζουσιν ἐξουσιοδοτήσεως τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν ἀμφοτέρων τῶν Συμβαλλομένων. Αἰτήσεις διὰ τοιαύτας ἐξουσιοδοτήσεις θὰ ὑποβάλλωνται καὶ ἐξετάζωνται συμφώνως πρὸς διαδικασίαν καθορισθεῖσαν ἀπὸ κοινοῦ ὑπὸ τῶν ἐν λόγῳ ἀρχῶν.

Ἄρθρον 2.

Μεταφοραὶ ἐπιβατῶν πλὴν τῶν τακτικῶν ὑπηρεσιῶν, αἵτινες πρόκειται νὰ ἐκτελεστοῦν ὑπὸ μεταφορέων ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων διὰ λεωφορείου ἐγγεγραμμένου εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ Συμβαλλομένου τούτου εἰς ἣ ἐκ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἐτέρου τῶν Συμβαλλομένων, ἀπαιτοῦν προηγουμένην ἐξουσιοδότησιν παρὰ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς τοῦ τελευταίου Συμβαλλομένου ἐκτὸς ἐὰν οἱ ἐπιβάται μεταφέρονται:

α) ἐπὶ ταξιδίου μετ' ἐπιστροφῆς ἀρχομένου καὶ λήγοντος εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους εἰς ᾧ τὸ ὄχημα εἶναι ἐγγεγραμμένον, ἢ

β) ἐπὶ ταξιδίου ἀρχομένου εἰς τὴν χώραν εἰς ἣν τὸ ὄχημα εἶναι ἐγγεγραμμένον καὶ λήγοντος εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὸ ὄχημα ἐπιστρέφει ἄδειαν εἰς τὴν χώραν εἰς ἣν εἶναι ἐγγεγραμμένον, ἢ

γ) ἐπὶ ὑπηρεσίας ὑπὸ διαμετακόμισιν (TRANSIT SERVICE) ἐκτάκτου χαρακτῆρος.

II. ΜΕΤΑΦΟΡΑ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ

Ἄρθρον 3.

Εἰς μεταφορὰ ἐξουσιοδοτημένον ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων θὰ ἐπιτρέπεται, χωρὶς νὰ χρειασθῇ νὰ τύχῃ ἀδείας μεταφορᾶς πρὸς τὸν σκοπὸν τούτου, συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ τοὺς κανονισμοὺς τοῦ ἐτέρου τῶν Συμβαλλομένων, νὰ εἰσάγῃ εἴτε κενὸν εἴτε ἔμπροσθεν ἐμπορευμάτων ὄχημα προσωρινῶς εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἐτέρου τούτου Συμβαλλομένου πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων, συμπεριλαμβανομένων τῶν πρὸς ἐπιστροφὴν φορτίων:

α) μεταξύ ἐνὸς οἰουδήποτε σημείου ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων καὶ οἰουδήποτε σημείου ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου καὶ

β) ὑπὸ διαμετακόμισιν διὰ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου.

Ἄρθρον 4.

1. Ἐκτὸς ὡς προβλέπεται ἐν ἄρθρῳ 5 τῆς παρούσης Συμβάσεως, μεταφορεὺς ἐξουσιοδοτημένος ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων, συμπεριλαμβανομένου μεταφορέως ἐνεργούντος δι' ἴδιον λογαριασμόν, χρειάζεται ἄδειαν ἵνα ἀσχοληθῇ μετὰ τὰς ἐν ἄρθρῳ 3 ἀναφερομένας ἐργασίας μεταφορᾶς. Τοιαῦτα ἀδείαι θὰ ἐκδίδωνται ὑπὸ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους ὑπὸ τῆς ὁποίας ὁ μεταφορεὺς ἔχει ἐξουσιοδοτηθῇ, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῶν ἐτησίων ποσοστῶσεων τῶν καθορισθεῖσιν ἀπὸ κοινοῦ ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν.

2. Ἡ ἄδεια δὲν θὰ δύναται νὰ μεταβιβασθῇ.

3. Ἡ ἄδεια θὰ ἰσχύῃ διὰ χρῆσιν ἐνὸς αὐτοκινήτου ὀχήματος ἢ ἐνὸς συνδυασμοῦ ὀχημάτων (ἀρθρωτὸν ὄχημα ἢ ὀδικὸς

συρμός).

4. Αί άδειαι δύνανται νά είναι δύο ειδών:

α) άδειαι ταξιδιού ισχύουσai δι' έν ταξίδιον (μετ' επιστροφής) με άνωτάτην περίοδον ισχύος μη υπερβαίνουσα τούς έξ μήνας.

β) περιοδικαί άδειαι ισχύουσai δι' οιονδήποτε αριθμόν ταξιδιών έντός περιόδου ενός ήμερολογιακού έτους.

5. Έκάστη άρμοδια άρχή θά άποστείλῃ εἰς τήν έτέραν, τῇ αἰτήσῃ, έπαρκῇ αριθμόν λευκῶν άδειῶν.

Άρθρον 5.

Αἱ έν άρθρῳ 4 τῆς παρούσης Συμβάσεως άδειαι δέν θά άπαιτοῦνται διά:

α) τήν μεταφοράν ύποστάντων ζημίας όχημάτων ἢ τήν μετακίνησιν άφόρτων ύποστάντων βλάβην όχημάτων πρὸς τόν σκοπὸν τοιαύτης μεταφορᾶς ἢ διά τήν λειτουργίαν όχηματος εἰς άντικατάστασιν ύποστάντος ζημίας τοιούτου.

β) τήν μεταφοράν έργων τέχνης καὶ παλαιῶν άντικειμένων (άντίκες).

γ) τήν μεταφοράν άντικειμένων καὶ ύλικῶν άποκλειστικῶς διά δημοσιότητα ἢ εκπαιδευτικούς σκοπούς.

δ) τήν μεταφοράν περιουσιακῶν στοιχείων, έξοπλισμοῦ ἢ ζῶων εἰς ἢ ἐκ τῶν τόπων θεατρικῶν, μουσικῶν, κινηματογραφικῶν παραστάσεων ἢ τσίρκων ἢ τόπων διεξαγωγῆς άθλητικῶν άγωνισμάτων, εκθέσεων ἢ πανηγύρεων, ἢ εἰς ἢ ἐκ ραδιοφωνικῶν ἢ τηλεοπτικῶν σταθμῶν ἢ τόπων γυρίσματος ταινίας (φίλμ).

ε) τήν μεταφοράν έμπορευμάτων διά πανηγύρεις ἢ εκθέσεις.

στ) τήν μεταφοράν τῶν σορῶν άποβιωσάντων προσώπων.

ζ) τήν μεταφοράν οικιακῶν ειδῶν.

η) τήν μεταφοράν έμπορευμάτων ύποκειμένων εἰς φόρο εἰς τὸν όχημάτων ψυγείων.

θ) τήν μεταφοράν ίατρικῶν έξοπλισμοῦ καὶ έφοδίων εἰς περιπτώσεις έπείγουσης ανάγκης.

III. ΕΤΕΡΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρον 6.

Έάν τὸ βάρος καὶ αἱ διαστάσεις όχηματός τινος ἢ συνδυασμοῦ όχημάτων, έμφόρτων ἢ άφόρτων, έγγεγραμμένων έν τῇ έπικρατείᾳ ενός τῶν Συμβαλλομένων υπερβαίνουν τὸ κατὰ τούς νόμους ἢ κανονισμοὺς τοῦ έτέρου τῶν Συμβαλλομένων ανώτατον βάρος καὶ διαστάσεις, ειδικῇ γραπτῇ άδειᾳ, έπιπροσθέτως οἰασδήποτε άδειας άπαιτουμένης κατὰ τὸ Άρθρον 4, θά λαμβάνεται παρὰ τῆς άρμοδίας άρχῆς τοῦ έτέρου τῶν Συμβαλλομένων ἵνα κινηθῇ τὸ όχημα, ἢ ὁ συνδυασμὸς όχημάτων, έν τῇ έπικρατείᾳ αὐτοῦ.

Άρθρον 7.

1. Οὐδεμία διάταξις τῆς παρούσης Συμβάσεως θά θεωρηταί ὅτι έπιτρέπει εἰς τὸν έξουσιοδοτημένον έν τῇ έπικρατείᾳ τοῦ ενός τῶν Συμβαλλομένων μεταφορέα νά παραλαμβάνῃ έπιβάτας ἢ έμπορευματα εἰς τι σημεῖον έν τῇ έπικρατείᾳ τοῦ έτέρου τῶν Συμβαλλομένων, πρὸς άποβίβασιν ἢ παράδοσιν εἰς οἰονδήποτε έτερον σημεῖον τῆς έπικρατείας ταύτης.

2. Μεταφορεὺς ενός τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν δέν δύναται νά παραλαμβάνῃ έπιβάτας ἢ έμπορεύματα έν τῇ έπικρατείᾳ:

α) τρίτης χώρας πρὸς άποβίβασιν ἢ παράδοσιν έν τῇ έπικρατείᾳ τοῦ έτέρου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων, ἢ

β) τοῦ έτέρου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων πρὸς άποβίβασιν ἢ παράδοσιν έν τινι τρίτῃ χώρᾳ, εκτὸς εἰς ειδικῇ γραπτῇ άδειᾳ εκτελέσεως τῆς τοιαύτης μεταφορᾶς έχῃ ληφθῇ παρὰ τῆς άρμοδίας άρχῆς τοῦ έτέρου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων.

Άρθρον 8.

Άδειαι εκδοθεῖσαι συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δέον νά φέρονται ἐπὶ τοῦ όχηματος καὶ έπιδεικνύονται τῇ αἰτήσῃ εἰς οἰονδήποτε πρόσωπον τὸ ὁποῖον έχει δέοντως έξουσιοδοτηθῇ έν τῇ έπικρατείᾳ τοῦ έτέρου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων νά αἰτήσῃ ταύτην.

Άρθρον 9.

Όχηματα τὰ ὁποῖα εἶναι έγγεγραμμένα έν τῇ έπικρατείᾳ τοῦ ενός τῶν ὧδε Συμβαλλομένων καὶ προσωρινῶς εἰσῆχθησαν εἰς τήν έπικρατείαν τοῦ έτέρου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων θά άπαλλάσσονται άπό παντός φόρου καὶ έπιβαρύνσεως έπιβαλλομένης διά τήν κυκλοφορίαν ἢ τήν κατοχήν τῶν όχημάτων έν τῇ έπικρατείᾳ ταύτῃ. Ἡ άπαλλαγῇ αὕτη δέν θά ισχύῃ ἐπὶ διοδίων, φόρων ἢ έπιβαρύνσεων ἐπὶ τῆς άναλώσεως, συμπεριλαμβανομένης τῆς άναλώσεως καυσίμων, ἢ φόρων ἢ έπιβαρύνσεων ἐπὶ τῆς μεταφορᾶς.

Άρθρον 10.

1. Δέν έπιτρέπεται ἢ εἰς τήν έπικρατείαν ενός Συμβαλλομένου Μέρους, εἰσαγωγή καυσίμων ὑπὸ όχηματος έγγεγραμμένου εἰς τήν έπικρατείαν τοῦ άλλου Συμβαλλομένου Μέρους, έξαιρουμένης τῆς ποσότητος τῆς περιεχομένης εἰς τὰς συνήθεις δεξαμενάς τοῦ όχηματος, ὡς αὐταὶ έγκατεστάθησαν άρχικῶς ἐπὶ τοῦ όχηματος ὑπὸ τοῦ κατασκευαστοῦ του.

2. Άνταλλακτικά, προσωρινῶς εἰσαγόμενα εἰς τήν έπικρατείαν τοῦ έτέρου Συμβαλλομένου Μέρους διά τήν έπισκευήν όχημάτων εκτελούντων μεταφορὰς έντός τοῦ πεδίου έφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας, άπαλλάσσονται τῶν τελωνειακῶν δασμῶν καὶ ὧλων τῶν λοιπῶν φόρων καὶ έπιβαρύνσεων εἰσαγωγῆς, ἐπὶ τῇ βάσει τῆς εκδόσεως έγγράφου προσωρινῆς εἰσαγωγῆς ὑπὸ τῶν τελωνειακῶν άρχῶν εἰσόδου.

3. Τὰ μὴ χρησιμοποιηθέντα άνταλλακτικά θά επανεξάγονται.

4. Τὰ άντικαθιστώμενα άνταλλακτικά θά έπιστρέφονται εἰς τήν χώραν τῆς έγγραφῆς τοῦ όχηματος ἢ θά καταστρέφονται ὑπὸ τὸν έλεγχον τῶν άρμοδίων τελωνειακῶν υπαλλήλων τοῦ έτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Άρθρον 11.

1. Έπιφυλασσομένων τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως μεταφορεὺς έξουσιοδοτημένος έν τῇ έπικρατείᾳ τοῦ ενός τῶν Συμβαλλομένων ὀφείλει, ὡσάκις εὐρίσκεται έν τῇ έπικρατείᾳ τοῦ έτέρου τῶν Συμβαλλομένων, νά συμμορφῶται πρὸς τούς έν τῇ έπικρατείᾳ ταύτῃ ισχύοντας νόμους καὶ κανονισμοὺς τούς διέποντας τήν ὁδικήν μεταφοράν καὶ τήν ὁδικήν κυκλοφορίαν.

2. Έν ἢ περιπτώσει ὁ μεταφορεὺς ενός τῶν ὧδε Συμβαλλομένων δέν τηρήσῃ ἢ δέν συμμορφωθῇ πρὸς τὰς διατάξεις τῆς προηγουμένης παραγράφου, ἢ άρμοδια άρχή τοῦ έτέρου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων δύναται νά ένημερώσῃ τήν άρμοδίαν άρχήν τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους εἰς ὃ ὁ μεταφορεὺς εἶναι έξουσιοδοτημένος καὶ δύναται νά αἰτήσῃ παρὰ τῆς άρχῆς ταύτης εἴτε:

α) νά άπευθύνῃ προειδοποίησιν πρὸς τὸν έν λόγω μεταφορέα.

β) νά άπευθύνῃ τήν τοιαύτην προειδοποίησιν ὁμοῦ μετὰ μιᾶς γνωστοποίησεως ὅτι οἰαδήποτε μεταγενεστέρα παραβάσις θά ὡδήγῃ εἰς τὸν προσωρινὸν ἢ μόνιμον άποκλεισμόν όχημάτων τῆς ιδιοκτησίας ἢ εκμεταλλεύσεως τοῦ προσώπου τούτου εκ τῆς έπικρατείας τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους εἰς ὃ ἔλαβε χώραν ἢ παραβάσις, ἢ

γ) νά εκδώσῃ γνωστοποίησιν περὶ τοῦ τοιούτου άποκλεισμοῦ.

3. Ἡ άρμοδια άρχή ἅμα τῇ λήψει οἰασδήποτε τοιαύτης αἰτήσεως ὀφείλει νά συμμορφωθῇ πάραυτα καὶ ὑποχρεῶται τὸ ταχύτερον δυνατόν νά πληροφορήσῃ τήν άρμοδίαν άρχήν τοῦ έτέρου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων περὶ τῆς ληφθείσης ένεργείας.

4. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος άρθρου ισχύουν ανεξαρτήτως οἰωνδήποτε νομίμων κυρώσεων αἵτινες ένδέχεται νά έπιβληθοῦν ὑπὸ τῶν δικαστηρίων ἢ τῶν άρχῶν τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους, οὔτινος οἱ νόμοι ἢ κανονισμοὶ δέν έτηρήθησαν.

Ἄρθρον 12.

Ζητήματα, μὴ προβλεπόμενα ὑπὸ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ ὑπὸ τῶν διεθνῶν συμβάσεων εἰς τὰς ὁποίας αἱ δύο χῶραι εἶναι Συμβαλλόμενα Μέρη, θὰ ὑπόκεινται εἰς τὴν ἐθνικὴν νομοθεσίαν ἐκάστου τῶν ὧδε Συμβαλλομένων.

Ἄρθρον 13.

1. Αἱ ἀρμόδιοι ἀρχαὶ τῶν ὧδε Συμβαλλομένων θὰ διατηροῦν ἐπαφὴν μεταξύ των ἀναφορικῶς μὲ οἰαδήποτε ζητήματα ἐγείρομενα ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς προηγουμένης παραγράφου οἱ ὧδε Συμβαλλόμενοι δύνανται νὰ συστήσουν Μικτὴν Ἐπιτροπὴν.

3. Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ συνεδριάζῃ τῇ αἰτήσῃ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς ἐκατέρου τῶν ὧδε συμβαλλομένων.

Ἄρθρον 14.

1. Ἡ παρούσα σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι μετὰ τριᾶκοντα ἡμέρας ἀπ' ἧς οἱ ὧδε Συμβαλλόμενοι πληροφορήσονται ἀλλήλους ἐγγράφως ὅτι ἐλήφθησαν τὰ ἀπαραίτητα μέτρα ἵνα τεθῇ ἐν ἰσχύι ἡ Σύμβασις εἰς τὰς ἀντιστοίχους τῶν ἐπικρατείας.

2. Ἡ Σύμβασις θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύι ἐπὶ χρονικὴν περίοδον ἐνὸς ἔτους ἀπ' ἧς αὕτη τεθῇ ἐν ἰσχύι. Μετὰ ταῦτα θὰ ἐξακολουθήσῃ ἰσχύουσα, ἐκτὸς ἐὰν αὕτη καταγγελθῇ ὑπ' ἐνὸς τῶν ὧδε Συμβαλλομένων, παρέχοντος εἰς τὸν ἕτερον τῶν Συμβαλλομένων ἔγγραφον σχετικὴν προειδοποίησιν ἑξ μηνῶν.

Ἐφ' ᾧ οἱ ὑπογεγραμμένοι, ὄντες δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένοι ὑπὸ τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεων των, ὑπέγραψαν τὴν παρούσαν Σύμβασιν.

Συνετάγη ἐν Ἀθήναις σήμερον τὴν 20ὴν τοῦ μηνὸς Ἰουνίου 1977 εἰς δύο ἀντίγραφα εἰς τὴν Ἀγγλικὴν γλῶσσαν, ἀμφότερα ὄντα ἑξ ἴσου αὐθεντικά.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας
Γ. ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τῆς Φινλανδίας
HEIKKI KALHA

Ἄρθρον δεύτερον.

Τὰ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας συντασσόμενα ὑπὸ τῆς, ὑπὸ τοῦ ἀρθροῦ 13 παρὰ γρ. 2 αὐτῆς προβλεπόμενης Μικτῆς Ἐπιτροπῆς Πρακτικά, ἐγκρίνονται διὰ κοινῆς Πράξεως τῶν ἀρμοδίων Ὑπουργῶν Ἐξωτερικῶν, Οἰκονομικῶν καὶ Συγκοινωνιῶν.

Ἄρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχειται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΛΛΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΠΑΠΑΔΟΓΓΟΝΑΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(5)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 846

Περὶ κυρώσεως α) Τῆς ἐν Βαρσοβίᾳ τὴν 30ὴν Αὐγούστου 1977 ὑπογραφείσης Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας ἀφορώσης εἰς τὰς διεθνεῖς ὁδικὰς μεταφορὰς μετὰ τοῦ Πρωτοκόλλου αὐτῆς. β) Τοῦ ἐν Βαρσοβίᾳ τὴν 30ὴν Αὐγούστου 1977 καὶ ἐν ὅνῃ τῆς ἐκτελέσεως τῆς ὡς ἄνω Συμφωνίας ὑπογραμμένου, μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας, Πρωτοκόλλου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ὑπογράφοντες ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦνται καὶ ἔχουν ἰσχὺ νόμου:

α) Ἡ ἐν Βαρσοβίᾳ τὴν 30ὴν Αὐγούστου 1977 ὑπογραφείσα Συμφωνία, μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας ἀφορῶσα εἰς τὰς διεθνεῖς ὁδικὰς μεταφορὰς μετὰ τοῦ Πρωτοκόλλου αὐτῆς καὶ

β) τὸ ἐν Βαρσοβίᾳ τὴν 30ὴν Αὐγούστου 1977 ἐν ὄψει τῆς ἐκτελέσεως τῆς ὡς ἄνω Συμφωνίας ὑπογραφέν Πρωτοκόλλου, τῶν ὁποίων τὰ κείμενα ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχουν ὡς ἔπονται:

ACCORD

entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire de Pologne, relatif aux transports routiers internationaux.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire de Pologne, dénommés ci-après «des Parties Contractantes», désireux de contribuer au développement des transports routiers de voyageurs et de marchandises entre les deux Etats ainsi qu'en transit à travers leurs territoires,

sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Les dispositions du présent Accord s'appliquent aux transports de personnes et de marchandises en provenance ou à destination du territoire de l'une des Parties Contractantes ou en transit à travers ce territoire effectués au moyen de véhicules immatriculés dans le territoire de l'autre Partie Contractante.

Article 2

1. Le terme «transporteur» désigne une personne physique ou morale, qui, soit en République Hellénique, soit en République Populaire de Pologne a le droit d'effectuer des transports par route conformément aux dispositions législatives en vigueur dans son pays.

2. Le terme «véhicule» désigne un véhicule routier à propulsion mécanique, ainsi que le cas échéant, sa remorque ou semi-remorque, qui sont affectés au transport :

- a) de plus de 8 personnes assises, non compris le conducteur,
- b) de marchandises.

Article 3

1. Les transports réguliers de voyageurs par autocars entre les deux pays ainsi qu' en transit à travers leurs territoires ne peuvent être effectués que sous le couvert d' une autorisation préalable.

2. L' autorité compétente de chaque Partie Contractante délivre les autorisations pour une partie de transport effectués sur son territoire.

3. Les autorités compétentes des Parties Contractantes fixent d' un commun accord la procédure de la délivrance des autorisations.

Article 4

Les transports de voyageurs par autocars autres que services réguliers ne sont pas soumis à l' autorisation des autorités compétentes de l' autre Partie Contractante.

Article 5

1. Les transporteurs de chaque Partie Contractante ont le droit de transporter des marchandises ou de circuler avec un véhicule vide, soit pour aller prendre en charge, soit après avoir déposé des marchandises :

a) entre n' importe quel lieu du territoire d' une Partie Contractante et n' importe quel lieu de l' autre Partie Contractante,

b) en transit par le territoire de l' autre Partie Contractante.

2. Les transporteurs d' une Partie Contractante ont le droit de charger du fret de retour sur le territoire de l' autre Partie Contractante et destiné au territoire de la première Partie Contractante.

Article 6

Sous réserve des dispositions des articles 7 et 8, les transports de marchandises, visés à l' article 5 ne sont pas soumis au régime de l' autorisation.

Article 7

1. Chaque Partie Contractante se réserve le droit d' exiger sur son territoire des autorisations spéciales pour effectuer des transports au moyen de véhicules routiers dont les poids et dimensions, avec ou sans chargement, excèdent les poids et dimensions maxima autorisés sur le dit territoire.

2. Chaque Partie Contractante se réserve également le droit d' exiger des autorisations spéciales pour les transports de marchandises dangereuses.

Article 8

1. Les transporteurs d' une Partie Contractante ne peuvent pas effectuer des transports de voyageurs ou de marchandises entre deux lieux situés sur le territoire de l' autre Partie Contractante sauf ceux spécialement autorisés par l' autorité compétente de l' autre Partie Contractante.

2. Les transporteurs d' une Partie Contractante ne peuvent pas effectuer des transports de marchandises d' un lieu situé dans le territoire de l' autre Partie Contractante vers un pays tiers et viceversa, que sous le couvert d' une autorisation spéciale délivrée par l' autorité compétente de l' autre Partie Contractante.

Article 9

Les autorisations exigées conformément au présent Accord doivent accompagner le véhicule routier de chaque Partie Contractante effectuant les transports sur le territoire de l' autre Partie Contractante et doivent être présentées à la demande des organes compétents de celle-ci.

Article 10

Les questions relatives aux impôts et taxes sur les véhicules routiers et en rapport avec l' exécution des transports sont réglées par le protocole concernant ces impôts et taxes, signé en même temps que le présent Accord.

Article 11

Les permis de conduire délivrés par l' autorité compétente d' une Partie Contractante et valables sur son territoire seront reconnus valables sur le territoire de l' autre Partie Contractante.

Article 12

Les combustibles et carburants contenus dans les réservoirs normaux des véhicules sont exonérés des droits et taxes de douanes.

Article 13

Les transporteurs d' une Partie Contractante et le personnel des véhicules effectuant les transports sur le territoire de l' autre Partie Contractante sont tenus de respecter les dispositions législatives et réglementaires, en particulier les prescriptions concernant les transports et la circulation routière, en vigueur sur le territoire de celle-ci.

Article 14

Les décomptes et les paiements résultant de l' exécution du présent Accord seront effectués conformément aux accords de paiement en vigueur entre les Parties Contractantes.

Article 15

Les autorités compétentes des Parties Contractantes s' accorderont sur les modalités d' application du présent Accord par un protocole relatif à son exécution, établi en même temps que cet Accord.

Article 16

Les autorités compétentes des Parties Contractantes institueront une Commission Mixte en vue d' assurer l' exécution du présent Accord.

La Commission Mixte se réunit à la demande des autorités compétentes de l' une des Parties Contractantes, alternativement sur le territoire de chacune des Parties Contractantes.

Article 17

Le présent Accord est accepté conformément aux dispositions législatives de chacune des Parties Contractantes et entre en vigueur le jour de l' échange des notes constatant cette acceptation.

Article 18

Le présent Accord est conclu pour une durée de trois ans et sera prorogé tacitement d' année en année sauf dénonciation par notification de la part d' une Partie Contractante trois mois avant l' expiration de l' année civile en cours.

Fait à Varsovie, le 30 août 1977, en double exemplaire, en langue française.

Pour le Gouvernement
de la République
Hellénique

(υπογραφή)

Pour le Gouvernement
de la République
Populaire de Pologne

(υπογραφή)

PROTOCOLE

concernant les impôts et taxes, établi en exécution de l'article dix (10) de l'Accord entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire de Pologne relatif aux transports routiers internationaux signé le 30 août 1977.

En exécution de l'article 10 de l'Accord les deux Parties Contractantes sont convenues de ce qui suit :

Les véhicules routiers immatriculés dans le territoire d'une Partie Contractante sont exonérés des impôts et taxes qui frappent la circulation ou la détention des véhicules dans le territoire de l'autre Partie Contractante.

Les véhicules routiers immatriculés dans le territoire d'une Partie Contractante sont exonérés des impôts et taxes relatifs à l'exécution de transports dans le territoire de l'autre Partie Contractante.

Les exonérations sus mentionnées ne s'appliquent pas aux droits de péage.

Le présent Protocole est conclu pour une durée de trois ans et sera prorogé tacitement d'année en année sauf dénonciation par notification de la part d'une Partie Contractante trois mois avant l'expiration de l'année civile en cours.

Fait à Varsovie, le 30 août 1977, en double exemplaire, en langue française.

Pour le Gouvernement de la République Hellénique (υπογραφή)	Pour le Gouvernement de la République Populaire de Pologne (υπογραφή)
--	--

PROTOCOLE

établi en vue de l'exécution de l'Accord entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire de Pologne, relatif aux transports routiers internationaux.

En vue de l'exécution de cet Accord, il est convenu ce qui suit :

Véhicules couplés

Les dispositions de l'Accord ne sont applicables aux véhicules couplés que dans la mesure où le véhicule tracteur est immatriculé dans l'une des Parties Contractantes.

1. La demande d'autorisation pour les transports réguliers de voyageurs doit être adressée par le transporteur intéressé à l'autorité compétente de son pays. En cas d'approbation, cette autorité transmet la dite demande à l'autorité compétente de l'autre Partie Contractante au moins trois mois avant la date prévue de la mise en exploitation du service.

2. La demande d'autorisation doit comporter les renseignements relatifs au projet d'horaire, au tarif, à l'itinéraire, à la période envisagée de l'exploitation de la ligne au cours d'une année et à la date prévue de la mise en exploitation de la ligne. Les autorités compétentes peuvent demander d'autres indications qu'elles jugent utiles.

Autorisations spéciales pour les transports de marchandises

1. Le nombre annuel d'autorisations mentionnées à l'Article 8 al. 2 de l'Accord est fixé à 100 autorisations pour les transporteurs de chaque pays.

S'il s'avère nécessaire ce chiffre pourra être augmenté par entente mutuelle des autorités compétentes.

2. Les autorisations sus mentionnées ainsi que celles prévues à l'Article 7 et 8 de l'Accord sont délivrées ou transmises du côté polonais au nom des autorités compétentes par l'Association des Transporteurs Routiers Internationaux en Pologne (ZMPD) et du côté hellénique par le Ministère des Communications.

Les autorités compétentes

Aux fins des dispositions de l'Accord et du présent Protocole les autorités compétentes sont :

du côté hellénique : Le Ministère des Communications, du côté polonais : Le Ministère des Communications.

Fait à Varsovie, le 30 août 1977, en double exemplaire, en langue française.

Pour le Ministère des Communications de la République Hellénique (υπογραφή)	Pour le Ministère des Communications de la République Populaire de Pologne. (υπογραφή)
--	--

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ της Κυβερνήσεως της Έλληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Λαϊκής Δημοκρατίας της Πολωνίας, σχετική με τας διεθνείς οδικάς μεταφοράς.

Η Κυβέρνησις της Έλληνικής Δημοκρατίας και η Κυβέρνησις της Λαϊκής Δημοκρατίας της Πολωνίας, καλούμενοι εν τοις επομένοις «Συμβαλλόμενα Μέρη»,

Επιθυμούσαι να συμβάλλουν εις την ανάπτυξιν των οδικών μεταφορών ταξιδιωτών και εμπορευμάτων μεταξύ των δύο Κρατών, ως επίσης και των μεταφορών τράνζιτ διά μέσου των επκρατειών των, συμφώνησαν τα κάτωθι :

Άρθρον 1.

Αί διατάξεις της παρούσης Συμφωνίας εφαρμόζονται εις τας μεταφοράς προσώπων και εμπορευμάτων τας διεργουμένας προς ή από την επικράτειαν του ενός των Συμβαλλομένων Μερών ή υπό διαμετακόμισιν μέσω της επικρατείας αυτού αί όποια πραγματοποιούνται με όχηματα έγγεγραμμένα εις την επικράτειαν του άλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

Άρθρον 2.

1. Ο όρος «μεταφορέας» σημαίνει έν φυσικόν ή νομικόν πρόσωπον τό όποιον, είτε εις την Έλληνικήν Δημοκρατίαν, είτε εις την Λαϊκήν Δημοκρατίαν της Πολωνίας, έχει τó δικαίωμα να πραγματοποιή όδικάς μεταφοράς συμφώνως προς τας ισχύούσας νομικάς διατάξεις της χώρας του.

2. Ο όρος «όχημα» σημαίνει έν όδικόν όχημα με μηχανικήν προώθησιν, όπως επίσης και τυχούσης περιπτώσεως, τó ρυμουλκούμενο ή ήμιρυμουλκούμενό του, τά όποια προορίζονται διά την μεταφοράν :

- α) Πλέον των 8 ατόμων καθημένων, μή συμπεριλαμβανομένου του οδηγού,
- β) Έμπορευμάτων.

Άρθρον 3.

1. Αί τακτικά μεταφοράι ταξιδιωτών με πούλμαν μεταξύ των δύο χωρών, ως επίσης και τράνζιτο μέσω των επικρατειών των, δέν δύναται να πραγματοποιούνται παρά μόνον υπό την κάλυψιν μιās προγενεστέρας άδείας.

2. Η άρμοδία άρχή εκάστου Συμβαλλομένου Μέρους χορηγεί τας άδείας διά ένα τμήμα μεταφορών αί όποιοι πραγματοποιούνται επί της επικρατείας της.

3. Αί άρμόδιοι άρχαι των Συμβαλλομένων Μερών καθορίζουν διά μιās κοινής συμφωνίας την διαδικασίαν χογήσεως των άδειών.

"Αρθρον 4.

Αί μεταφοραί τῶν ταξιδιωτῶν μὲ πούλμαν, ἐκτὸς ἀπὸ τὰς τακτικὰς ἐξυπηρετήσεις δὲν ὑπόκεινται εἰς ἄδειαν τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

"Αρθρον 5.

1. Οἱ μεταφορεῖς ἐκάστου Συμβαλλομένου Μέρους ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ μεταφέρουν ἐμπορεύματα ἢ νὰ κυκλοφοροῦν μὲ ἓν κενὸν ὄχημα, εἴτε διὰ νὰ μεταβοῦν νὰ παραλάβουν φορτίον, εἴτε ἀφοῦ θὰ ἔχουν ἐκφορτώσει τὰ ἐμπορεύματα καὶ ἐπιστρέφουν :

α) Μεταξὺ οἰουδήποτε μέρους τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους καὶ οἰουδήποτε μέρους τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους,

β) τράνζιτο διὰ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους :

2. Οἱ μεταφορεῖς τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ παραλαμβάνουν φορτίον κατὰ τὴν ἐπιστροφήν, ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, προοριζόμενον διὰ τὴν ἐπικράτειαν τοῦ πρώτου Συμβαλλομένου Μέρους.

"Αρθρον 6.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἀρθρῶν 7 καὶ 8, αἱ μεταφοραί ἐμπορευμάτων, αἱ ὁποῖαι ἀναφέρονται εἰς τὸ ἀρθρον 5 δὲν ὑπόκεινται εἰς τὸν κανονισμόν ἀδείας.

"Αρθρον 7.

1. Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα νὰ ἀπαιτῇ ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας του εἰδικὰς ἀδείας διὰ νὰ πραγματοποιηθῶν μεταφοραί δι' ὁδικῶν μεταφορικῶν ὀχημάτων τῶν ὁποίων τὰ βάρη καὶ αἱ διαστάσεις μετὰ ἢ ἄνευ φορτίου, ὑπερβαίνουν τὰ μέγιστα ἐπιτρεπόμενα ὅρια βαρῶν καὶ διαστάσεων εἰς τὴν ἐν λόγω ἐπικράτειαν.

2. Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλάσσει ἐπίσης τὸ δικαίωμα νὰ ἀπαιτῇ εἰδικὰς ἀδείας διὰ τὰς μεταφορὰς ἐπικινδύνων ἐμπορευμάτων.

"Αρθρον 8.

1. Οἱ μεταφορεῖς τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους δὲν δύνανται νὰ πραγματοποιοῦν μεταφορὰς ταξιδιωτῶν ἢ ἐμπορευμάτων μεταξὺ δύο τοποθεσιῶν αἱ ὁποῖαι εὐρίσκονται ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, ἐκτὸς ἐὰν εἶναι ἐφωδιασμένοι δι' εἰδικῆς ἀδείας χορηγηθείσης ὑπὸ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἄλλου συμβαλλομένου Μέρους.

2. Οἱ μεταφορεῖς τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους δὲν δύνανται νὰ πραγματοποιοῦν μεταφορὰς ἐμπορευμάτων ἐξ ἐνὸς τόπου κειμένου ἐντὸς τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς μίαν τρίτην χώραν καὶ τάναντι, παρὰ μόνον ὑπὸ τὴν κάλυψιν μιᾶς εἰδικῆς ἀδείας χορηγουμένης ὑπὸ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

"Αρθρον 9.

Αἱ ἀπαιτούμεναι ἀδειαι συμφώνως πρὸς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν πρέπει νὰ συνοδεύουν τὸ ὁδικὸν ὄχημα ἐκάστου Συμβαλλομένου Μέρους, τὸ ὁποῖον πραγματοποιεῖ μεταφορὰς ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ δέον ὅπως παρουσιάζονται ὅταν ζητοῦνται ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων ὀργάνων αὐτοῦ.

"Αρθρον 10.

Τὰ θέματα τὰ σχετικὰ μὲ τοὺς φόρους καὶ τὰ τέλη τῶν ὁδικῶν ὀχημάτων καὶ ἐν σχέσει μὲ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν μεταφορῶν, ρυθμίζονται μὲ τὸ πρωτόκολλον τὸ ὁποῖον ἀφορᾷ εἰς αὐτοὺς τοὺς φόρους καὶ τὰ τέλη, τὸ ὑπογραφέν ταυτοχρόνως μὲ τὴν παροῦσαν συμφωνίαν.

"Αρθρον 11.

Αἱ ἀδειαι ὁδηγήσεως αἱ ὁποῖαι χορηγοῦνται ὑπὸ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ αἱ ὁποῖαι εἶναι ἔγκυροι ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας του, θὰ ἀναγνωρίζονται ὡς ἔγκυροι καὶ ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

"Αρθρον 12.

Τὰ καύσιμα τὰ ὁποῖα περιέχονται εἰς τὰς κανονικὰς δεξαμενὰς τῶν ὀχημάτων, ἀπαλλάσσονται τῶν τελωνειακῶν δασμῶν καὶ φόρων.

"Αρθρον 13.

Οἱ μεταφορεῖς τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους καὶ τὸ προσωπικὸν τῶν ὀχημάτων οἱ ὁποῖοι πραγματοποιοῦν μεταφορὰς ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους, ὑποχρεοῦνται νὰ σέβωνται τὰς νομικὰς διατάξεις καὶ κανονισμοὺς, ἰδιαίτερος δὲ τὰς διατάξεις αἱ ὁποῖαι ἀφοροῦν εἰς τὰς μεταφορὰς καὶ εἰς τὴν ὁδικὴν κυκλοφορίαν, αἱ ὁποῖαι ἰσχύουν εἰς τὴν ἐπικράτειαν αὐτοῦ.

"Αρθρον 14.

Αἱ ἐκκαθαρίσεις καὶ αἱ πληρωμαὶ αἱ ὁποῖαι ἀπορρέουν ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ πραγματοποιοῦνται συμφώνως πρὸς τὰς συμφωνίας πληρωμῆς αἱ ὁποῖαι ἰσχύουν μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

"Αρθρον 15.

Αἱ ἀρμόδιοι ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ συμφωνήσουν ἐπὶ τῶν διαδικασιῶν ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας δι' ἐνὸς πρωτοκόλλου σχετικοῦ μὲ τὴν ἐκτέλεσίν της, τὸ ὁποῖον κατηρτίσθη ταυτοχρόνως μὲ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν.

"Αρθρον 16.

Αἱ ἀρμόδιοι ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ συστήσουν μίαν Μικτὴν Ἐπιτροπὴν ἢ ὁποία θὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται τῇ αἰτήσει τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἐναλλάξ ἐπὶ τῆς ἐπικρατείας ἐνὸς ἐκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

"Αρθρον 17.

Ἡ παρούσα Συμφωνία ἔγινεν ἀποδεκτὴ συμφώνως πρὸς τὰς νομικὰς διατάξεις ἐνὸς ἐκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ τίθεται ἐν ἰσχύϊ τὴν ἡμέραν τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν διακοινώσεων ἐκ τῶν ὁποίων θὰ διαπιστοῦται αὕτη ἡ ἀποδοχή.

"Αρθρον 18.

Ἡ παρούσα Συμφωνία συνήφθη διὰ μίαν περίοδον τριῶν ἐτῶν καὶ θὰ παρατείνεται σιωπηρῶς ἀπὸ ἑτοὺς εἰς ἑτος ἐκτὸς ἐὰν καταγγελθῇ διὰ κοινοποιήσεως ἐκ μέρους τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς λήξεως τοῦ τρέχοντος πολιτικοῦ ἔτους.

Ἐγένετο ἐν Βαρσοβίᾳ. τὴν 30ὴν Αὐγούστου 1977, εἰς διπλοῦν, εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας (Ὑπογραφή)	Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας (Ὑπογραφή)
---	--

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Εἰς ὃ,τι ἀφορᾷ τοὺς φόρους καὶ τὰ τέλη, τὸ ὁποῖον συνετάγη διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ ἀρθροῦ (10) τῆς Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας, σχετικὸν μὲ τὰς δευτεῖς ὁδικὰς μεταφορὰς τὸ ὁποῖον ὑπεγράφη τὴν 30ὴν Αὐγούστου 1977.

Εἰς ἐκτέλεσιν τοῦ ἀρθροῦ 10 τῆς Συμφωνίας τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη συνεφώνησαν τὰ κάτωθι :

Τὰ ὁδικὰ ὀχήματα τὰ ἐγγεγραμμένα εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους, ἀπαλλάσσονται τῶν φόρων καὶ τῶν τελῶν τῶν ἐπιβαλλομένων διὰ τὴν κυκλοφορίαν ἢ τὴν κατοχὴν τῶν ὀχημάτων εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

Τὰ ὀδικὰ ὄχηματα τὰ ἐγγεγραμμένα εἰς τὴν ἐπικράτειαν ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους, ἀπαλλάσσονται τῶν φόρων καὶ τελῶν τῶν σχετικῶν μετὰ τὴν ἐκτέλεσιν μεταφορῶν εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους.

Αἱ προαναφερόμεναι ἀπαλλαγὰὶ δὲν ἐφαρμόζονται εἰς τὰ δικαιώματα τῶν διοδίων.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον συνήφθη διὰ μίαν περίοδον τριῶν ἐτῶν καὶ θὰ παρατείνεται σιωπηρῶς ἀπὸ ἔτους εἰς ἔτος ἐκτὸς ἐὰν καταγγελθῇ διὰ κοινοποιήσεως ἐκ μέρους τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς λήξεως τοῦ τρέχοντος πολιτικοῦ ἔτους.

Ἐγένετο ἐν Βαρσοβίᾳ, τὴν 30ὴν Αὐγούστου 1977, εἰς διπλοῦν, εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς
Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς
Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς
Πολωνίας

(Ὑπογραφή)

(Ὑπογραφή)

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

τὸ ὁποῖον συνετάγη διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας, σχετικὸν μετὰ τὰς διεθνεῖς ὀδικὰς μεταφορὰς.

Ἐν ὧσφι ἐκτελέσεως αὐτῆς τῆς Συμφωνίας, συνεφωνήθησαν τὰ κάτωθι :

Συζευγμένα ὄχηματα.

Αἱ διατάξεις τῆς Συμφωνίας δὲν ἐφαρμόζονται εἰς τὰ συζευγμένα ὄχηματα παρὰ μόνον εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν τὸ ρυμουλκὸν ὄχημα εἶναι ἐγγεγραμμένον εἰς ἓν ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Μεταφορὰὶ ταξιδιωτῶν.

1. Ἡ αἵτησις ἀδείας διὰ τὰς τακτικὰς μεταφορὰς τῶν ταξιδιωτῶν δέον ὅπως ἀπευθύνεται ὑπὸ τοῦ ἐνδιαφερομένου μεταφορέως εἰς τὴν ἀρμοδίαν ἀρχὴν τῆς χώρας του. Εἰς περίπτωσιν ἐγκρίσεως, ἡ ἀρχὴ αὕτη διαβιβάζει τὴν ἐν λόγῳ αἵτησιν εἰς τὴν ἀρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους τοῦλάχιστον τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς προβλεπομένης ἡμερομηνίας ἐνάρξεως ἐκμεταλλεύσεως τῆς γραμμῆς.

2. Ἡ αἵτησις ἀδείας δέον ὅπως περιλαμβάνη πληροφορίας σχετικὰς μετὰ τὸ πρόγραμμα ὥραριου, τὸ τιμολόγιον, τὸ δρομολόγιον, τὴν περίοδον τὴν προβλεπομένην διὰ τὴν ἐναρξιν ἐκμεταλλεύσεως τῆς γραμμῆς. Αἱ ἀρμόδιοι ἀρχαὶ δύνανται νὰ ζητοῦν καὶ ἄλλας ἐνδείξεις τὰς ὁποίας κρίνουν χρησίμους.

Εἰδικαὶ ἀδειαι διὰ τὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων.

1. Ὁ ἐτήσιος ἀριθμὸς ἀδειῶν αἱ ὁποῖαι ἀναφέρονται εἰς τὸ ἄρθρον 8 παρ. 2 τῆς Συμφωνίας καθορίζεται εἰς 100 ἀδείας διὰ τοὺς μεταφορεῖς ἐκάστης χώρας.

Ἐὰν τοῦτο κριθῇ ἀναγκαῖον, ὁ ἀριθμὸς αὐτὸς θὰ δύναται νὰ αὐξάνεται διὰ ἀμοιβαίας συνεννόησεως τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν.

2. Αἱ προαναφερθεῖσαι ἀδειαι, ὡς καὶ ἐκεῖναι αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὰ ἄρθρα 7 καὶ 8 τῆς Συμφωνίας χορηγοῦνται ἢ διαβιβάζονται ἀπὸ πολωνικῆς πλευρᾶς, εἰς τὸ ὄνομα τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως Διεθνῶν

Μεταφορέων εἰς Πολωνίαν (ZMPD) καὶ ἀπὸ ἐλληνικῆς πλευρᾶς ὑπὸ τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν.

Αἱ ἀρμόδιοι ἀρχαί.

Κατὰ τὰς διατάξεις τῆς Συμφωνίας καὶ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου αἱ ἀρμόδιοι ἀρχαὶ εἶναι :

ἀπὸ ἐλληνικῆς πλευρᾶς : τὸ Ὑπουργεῖον Συγκοινωνιῶν,
ἀπὸ πολωνικῆς πλευρᾶς : τὸ Ὑπουργεῖον Συγκοινωνιῶν

Ἐγένετο ἐν Βαρσοβίᾳ, τὴν 30ὴν Αὐγούστου 1977, εἰς διπλοῦν εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὸ Ὑπουργεῖον Συγκοινωνιῶν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας (ὕπογραφή)
Διὰ τὸ Ὑπουργεῖον Συγκοινωνιῶν τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας (ὕπογραφή)

Ἄρθρον δεύτερον.

Τὰ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας συντασσόμενα ὑπὸ τῆς, ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 16 αὐτῆς προβλεπομένης Μικτῆς Ἐπιτροπῆς Πρακτικά, Πρωτόκολλα, ἐγκρίνονται διὰ κοινῆς Πράξεως τῶν ἀρμοδίων Ὑπουργῶν Ἐξωτερικῶν, Οἰκονομικῶν καὶ Συγκοινωνιῶν.

Ἄρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΠΑΡΑΔΟΓΓΩΝΑΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Δεκεμβρίου 1978

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

Η ΓΕΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἑτήσια συνδρομή τῆς Ἐφημερίδας τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν φύλλων τῆς ποὺ πουλοῦνται τμηματικά καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, καθορίσθηκαν ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1974 ὡς ἀκολουθῶς:

Α' ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Γιὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	600
2. » » » Β'	»	700
3. » » » Γ'	»	500
4. » » » Δ'	»	1.000
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κτλ.	»	500
6. » » » Παράρτημα	»	300
7. » » » Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κτλ.	»	3.000
8. » » Δελτίο Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη καὶ τὸ Δ.Ε.Β.Ι.	»	6.000

Οἱ Δῆμοι καὶ οἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουν τὸ 1/2 τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοήθειας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἐξῆς ποσά:

1. Γιὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	30
2. » » » Β'	»	35
3. » » » Γ'	»	25
4. » » » Δ'	»	50
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δημοσίου Δικαίου κτλ.	»	25
6. » » » Παράρτημα	»	15
7. » » » Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κτλ. .	»	150
8. » » Δελτίο Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας ..	»	10
9. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., εἶναι 3 δρχ., ἀπὸ 9 ὡς 40 σελ. 8 δρχ., ἀπὸ 41 ὡς 80 σελ. 15 δρχ., ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἀνω ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου προσεγγίνεται κατὰ 15 δρχ. ἀνὰ 80 σελίδες.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ἡ στὸ Τεύχος Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

Α. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν:

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ...	»	10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων σὲ γενικὴ συνελύξεις, τῶν κατὰ τὸ ἀρθρο 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων, ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἀρθρο 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 «περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ, ποὺ ἀναφέρονται σὲ προσωρινὲς διατάξεις	»	1.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυση Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939 ...	»	200
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	4.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν	»	1.000
8. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν»	»	600
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν», τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν γενικά, καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ, μὲ τίς ὁποῖες ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	»	4.000
10. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπουσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων «περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν κατὰ τὸ ἀρθρο 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70»	»	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν»	»	10.000

12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου «περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγματεύσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67» Δραχ. | 1.000 |

13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς «περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967» » | 1.000 |

Β'. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

1. Τῶν καταστατικῶν	»	1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων:

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ χορηγῆσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων»	»	1.000
2. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν ἀνωτέρω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	1.000

II. Στὸ Τέταρτο τεύχος, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων.

»	»	400
---	---	-----

Τὸ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων στὸ Τεύχος Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης, ποὺ πρέπει νὰ καταβάλλεται ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοήθειας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ), ὁρίσθηκε γενικά σὲ 50/o.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἑσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, τὸ ὁποῖο φροντίζει ὁ ἐνδιαφερόμενος νὰ τὸ στείλει στὴν Ὑπηρεσία τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐξωτερικοῦ εἶναι δυνατό νὰ στέλνονται καὶ σὲ ἀνάλογο συνάλλαγμα μὲ ἐπιταγὴ ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντῆ τῶν Διοικητικῶν καὶ Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων καταβάλλεται ὡς ἐξῆς:

α) στὴν Ἀθήνα: στὸ Ταμεῖο τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου),

β) στὶς ὑπόλοιπες πόλεις τοῦ Κράτους: στὰ Δημόσια Ταμεία καὶ ἀποδίδεται στὸ ΤΑΠΕΤ σύμφωνα μὲ τίς 192378/3639/1947(ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκύκλιες διαταγῆς τοῦ Γ.Α.Κ.,

γ) στὶς περιπτώσεις συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ: ὅταν ἡ ἀποστολὴ τους γίνεται μὲ ἐπιταγές, μαζὶ μ' αὐτές στέλνεται καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸ.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς
ΒΑΣΙΛΕΙΟΣ ΣΤ. ΝΙΚΑΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ